

LUNDI 23 MAI 2016

"En route vers la dépression économique finale"

- = **Ex-directeur de Shell : un déficit mondial de pétrole en vue (Charles Sannat) p.1**
- = **La guerre désespérée des États-Unis pour garder le contrôle de l'industrie pétrolière mondiale (Pierrick Tillet) p.2**
- = **Perspectives énergétiques de British Petroleum pour 2016 : une évaluation de scénario de référence raisonnable ? p.5**
- = **Comment l'économie mondiale va sortir du «Grand Reset»? (Brandon Smith) p.13**
- = **Nucléaire: EDF et Kodak p.20**
- = **ALERTE: Secteur pétrolier: Jetez un œil sur l'un des graphiques les plus inouïs de 2016 à en effrayer les Investisseurs ! p.21**
- = **Etats-Unis: 3 Jobs, 60 Heures de boulot par semaine, pour survivre ! (Michael Snyder) p.22**
- = **Olivier Delamarche: Février 2014: Jusqu'où peut-on aller, avant qu'une insurrection générale ne se déclare ? p.28**
- = **Aux limites (James Howard Kunstler) p.29**
- = **Voici pourquoi le pétrole pourrait continuer à grimper p.32**
- = **Napoléon : les secrets de famille (Bill Bonner) p.35**
- = **Les victimes d'une société sans cash (Éric J. Fry) p.37**
- = **« Soros joue la baisse des actions et... l'or. Et vous? !! » (Charles Sannat) p.38**
- = **Le danger d'une hausse des taux d'intérêt (Bruno Colmant) p.42**
- = **Europe: notre passé ou une histoire passée? (Bruno Colmant) p.44**
- = **LE DERNIER RESSORT DES BANQUES CENTRALES (François Leclerc) p.45**
- = **Bourse, l'atterrissage se passe bien, Yellen s'enhardit (Bruno Bertez) p.46**
- = **Vous allez devoir payer votre banque pour qu'elle garde votre argent ! (I. Mouilleseaux) p.50**
- = **La montée des eaux menace 1,2 milliard de personnes p.54**
- = **Quelques mythes à propos des armes (Pierre Templar) p.55**



Ex-directeur de Shell : un déficit mondial de pétrole en vue

Charles Sannat 22 mai 2016

C'est un phénomène bien connu.

Les prix bas d'aujourd'hui entraînent un sous-investissement dans les capacités de production et préparent donc la pénurie de demain.

Ce principe est valable dans de nombreux domaines mais pour le pétrole, c'est évidemment encore plus crucial et significatif car la moindre tension sur les quantités entraîne une augmentation plus que significative des prix.

Les faibles prix du pétrole poussent les consommateurs à acheter de l'or noir en plus grandes quantités. Mais comme les sociétés énergétiques ont réduit leurs dépenses, elles ne pourront pas répondre à cette demande croissante.

« Nous ne pourrons pas produire suffisamment de pétrole pour répondre à la demande globale pendant cinq ou dix ans », estime John Hofmeister, ancien président de Shell Oil Company.



Selon M. Hofmeister, les consommateurs ont besoin de 94 à 95 millions de barils quotidiens. Et les faibles prix actuels les poussent à en vouloir davantage.

Finalement, le marché pétrolier reviendra à l'équilibre avec des prix à un niveau « assez élevé », observe l'ancien président de Shell. Par conséquent, les sociétés pourront investir et élargir leur offre, car sans une offre plus large, toute hausse des prix sera selon lui impossible. La chute record des prix pétroliers provoquée par une situation de surproduction, que le monde a connue en 2015 et au début 2016, a poussé toutes les grandes sociétés pétrolières ainsi que tous pays producteurs de pétrole à réduire leurs dépenses de plusieurs dizaines de milliards de dollars. Ainsi, Shell, Exxon Mobile, Chevron, Total, BP, Statoil et Eni dépenseront en 2016 au total 144,8 milliards de dollars, soit 66,7 milliards de moins que l'année précédente.

Selon l'expert, l'effet obtenu grâce à ces mesures sera observé d'ici 2 à 3 ans et même plus si le prix du baril reste toujours bas. Les prix mondiaux du pétrole ont chuté de 115 dollars à moins de 30 dollars le baril entre juin 2014 et janvier 2016, atteignant leur plus bas niveau suite à la surabondance de l'offre mondiale d'or noir et mettant en péril l'équilibre économique de nombreux pays dans le monde.

La guerre désespérée des États-Unis pour garder le contrôle de l'industrie pétrolière mondiale

par [Pierrick Tillet](#) - [Le monde du Yéti](#) 17 mai 2016



Le président Obama lors d'un dîner pour les pays nordiques à la Maison Blanche le 13 mai.

Il n'y a pas que la suprématie géopolitique des États-Unis qui est aujourd'hui menacée. Il y a son contrôle sur les réserves énergétiques de la planète, déstabilisé par la lente dissolution de l'allié saoudien, contesté par la Russie et la Chine. D'où la récente offensive américaine, un brin désespérée, contre trois pays producteurs de pétrole récalcitrants : le Nigeria, le Brésil et le Venezuela.

Pour les États-Unis, tous les moyens sont bons pour ramener les régimes politiques récalcitrants à la raison. Aujourd'hui le Nigeria, le Brésil et le Venezuela traversent une grave période de chaos politique. Mais sur le terrain, comme le raconte le webmedia allemand [Deutsche Wirtschafts Nachrichten](#) (DWN), les choses ne se passent pas si bien pour l'ogre américain sur la défensive.

Au Nigeria un voyage en Chine du président Muhammadu Buhari courant avril irrita fortement les autorités américaines. Des accords économiques mirifiques y furent conclus : construction au Nigeria de 300 centrales solaires, d'une usine d'extraction de granit, d'un vaste parc industriel, d'une route stratégique, de nouvelles lignes de métro à Lagos. Le tout avec l'aide précieuse de la banque chinoise de développement AIIB. Cerise sur le gâteau amer pour le maître d'Empire, la Chine s'est engagée à augmenter de façon substantielle ses achats déjà considérables de pétrole nigérian.

Mais, rapporte le DWN, les intérêts occidentaux sont aussi menacés par le mouvement séparatiste "Émancipation du Delta du Niger" (MEND), actif sur ce delta stratégique pour la production et l'acheminement du pétrole nigérian. Les attaques du MEND contre les oléoducs et les plateformes constituent une grave

menace pour l'industrie pétrolière nigériane, mais aussi pour les intérêts et la sécurité des grandes compagnies occidentales présentes sur place : Royal Dutch Shell Plc, Chevron Corp., Exxon Mobil Corp., Total SA.

Au Brésil, nul ne songe plus à contester que l'éviction de la présidente Dilma Roussef a été orchestrée en sous-main par Washington. En cause, l'interdiction faite aux grandes compagnies pétrolières occidentales d'un accès sans limite au marché pétrolier brésilien. Et la présence du pays parmi les BRICS (Brésil+Russie+Inde+Chine+Afrique du sud). Ce n'est guère une surprise si Wikileaks a révélé que le "président par intérim", Michel Temer, était depuis longtemps un informateur zélé son oncle Sam. Et il est désormais de notoriété publique qu'avant la destitution officielle de Dilma Roussef, une délégation de l'opposition brésilienne s'était rendue à Washington pour discuter avec les sénateurs américains des modalités d'une coopération "renforcée" dans le secteur pétrolier.

Pourtant, à peine intronisé, le nouveau président Temer se heurte à de premières grosses difficultés pour s'imposer. Sa popularité auprès de la population brésilienne est réduite à peau de chagrin et la contestation descend déjà dans les rues. Plus que son rôle d'intrigant auprès de Washington, c'est sa corruption manifeste et ses nombreuses condamnations qui font tache. Ce handicap ajouté à celui de se retrouver les mains dans le cambouis des affaires courantes, rend très hypothétique son adoubement dans les urnes quand il lui faudra affronter les électeurs. Pendant ce temps-là, Dilma Roussef a désormais les mains — et la parole — libres pour remobiliser ses partisans.

Au Venezuela, l'entreprise concertée de déstabilisation menées contre le président Nicolas Maduro est trop grossière et surtout trop éventées pour qu'on ne devine pas qui en est à l'origine. L'opposition activiste de droite Mesa de la Unidad Democrática (MUD) est ouvertement financée par le gouvernement américain et l'organisation de façade de la CIA l'USAID, écrit le DWN.

Là encore, le différend pétrolier arrive en premières lignes. Le Venezuela de Chavez et Maduro n'a-t-il pas eu l'outrecuidance de nationaliser le secteur pétrolier dès 2007 et de chasser sans manière les grandes compagnies américaines comme Exxon Mobil ? Mais là encore la résistance va bien au-delà de ce qu'en attendaient les barbouzes américains et leurs complices vénézuéliens : samedi 14 mai, le président Maduro a ordonné la saisie des usines « paralysées par la bourgeoisie » et l'emprisonnement des entrepreneurs qui « sabotent le pays ».

Comme plusieurs malheurs n'arrivent jamais seuls, **l'Arabie saoudite et les autres États du Golfe**, alliés douteux mais stratégiques des États-Unis au Moyen-

orient, sont en train de prendre un vilain bouillon. La guerre des prix du pétrole, initiée en grande partie par ces monarchies hors d'âge, est en train de se retourner contre ses initiateurs, au point de menacer l'OPEP d'éclatement. Pour ne rien n'arranger, note le site de géopolitique [Chroniques du Grand jeu](#), les régimes wahhabites de la région n'en finissent plus de s'enliser dans des conflits qui les dépassent. Les mésaventures de l'Arabie saoudite au Yémen ou en Syrie en sont un cinglant exemple.

Pressentant la déroute de leurs archaïques alliés, les États-Unis préfèrent prendre les devants en les lâchant sans façon et en en profitant pour essayer de réanimer leur industrie chancelante du gaz de schiste. Pas sûr cependant que cela suffira à renverser une tendance de l'Histoire qui leur est contraire. Dans leurs coins, Poutine, les Chinois et les Iraniens peuvent tranquillement compter les points.

Perspectives énergétiques de British Petroleum pour 2016 : une évaluation de scénario de référence raisonnable ?

Par [Roger Boyd](#) – Le 19 avril 2016 – Source [resilience.org](#)

BP Energy Outlook
2016 edition



La publication annuelle Perspectives énergétiques de BP 1 fournit un bon examen objectif allant de pair avec l'enthousiasme du mouvement autour de la croissance verte, tandis qu'il offre dans le même temps un tableau hautement

optimiste des ressources en combustible liquide et de l'acceptation du gaz naturel en tant que ressource respectueuse du climat.

Examen objectif de la croissance verte

Tant que le taux de croissance économique mondial annuel (accroissement du produit intérieur brut – PIB) sera plus élevé que la baisse mondiale annuelle en intensité énergétique (quantité d'énergie requise pour chaque unité de PIB), il faudra plus d'énergie d'année en année. Les perspectives de BP supposent une croissance historique moyenne du PIB mondial de 3,5%, ce qui représente plus que le doublement du PIB mondial d'ici 2035, et une réduction annuelle historique en intensité énergétique de 2,1% (contre 1,5% au cours des deux dernières décennies). La première dépasse la seconde, et la consommation énergétique globale augmente approximativement d'un tiers. Si la différence n'est pas compensée par une diminution de l'intensité des émissions de carbone dans la consommation d'énergie (la quantité d'émissions de carbone par unité d'énergie), principalement par l'augmentation de la consommation de carburants non fossiles, alors les émissions de carbone continueront de s'accroître. Cette compensation ne se fait pas, de sorte que les émissions de carbone persistent à grimper, à un taux simplement moins élevé qu'auparavant (0,9% par an, contre 2,1% par an durant la dernière décennie).

Il existe des limites financières, infrastructurelles, sociales, politiques, etc. quant à la capacité du secteur de l'énergie renouvelable à développer sa production, et ainsi réduire l'intensité des émissions de carbone liées à la consommation énergétique. En outre, le secteur renouvelable produit de l'électricité, ce qui compte pour moins de la moitié de la consommation d'énergie (BP envisage une augmentation des 42% actuels à 48% d'ici 2035). Durant la période de prévision, les énergies renouvelables seront les sources d'énergie connaissant la croissance la plus rapide, se développant à un taux de croissance annuelle de 6,6% pour accroître leur part de production énergétique de 3% à 9% d'ici 2035. Même avec des augmentations en hydroélectricité de 0,9% par an, et en nucléaire de 1,8% par an (principalement à cause d'une multiplication par 9 en Chine et du redémarrage des réacteurs du Japon), la consommation énergétique accrue nécessite toujours une utilisation d'énergie fossile plus importante. Le charbon augmente de 0,5% par an (principalement à cause de l'industrialisation de l'Inde basée sur le charbon), le pétrole de 0,9% par an, et le gaz naturel de 1,8% par an. Il en résulte au final une augmentation annuelle de 0,9% des émissions de carbone, ce qui constitue un progrès, mais dont on ne peut se satisfaire à l'heure où des réductions sont nécessaires.

L'une des prévisions les plus surprenantes concerne la croissance en nombre des voitures et des véhicules utilitaires passant de 1,2 milliard à 2,4 milliards, en tenant compte des pays non-membres de l'OCDE, dont le nombre de véhicules triple pour passer de 0,5 milliard à 1,5 milliard. BP prévoit que la voiture moyenne sera capable de voyager sur 80,5 km avec un gallon d'essence, contre 48 km aujourd'hui, mais là encore, l'efficacité accrue est largement contrebalancée par la croissance en nombre de véhicules. L'impression générale qui ressort du rapport est qu'entre aujourd'hui et 2035, l'Europe et l'Amérique du Nord pourraient ne tenir qu'un rôle secondaire dans la dynamique de la consommation énergétique mondiale. Quel que soit le nombre de centrales au charbon qui fermeront dans ces régions, ou le nombre de leurs habitants qui conduiront des voitures électriques, ce qui se passe en Chine, en Inde et dans d'autres pays en voie de développement, décidera du système énergétique mondial. Une autre observation intéressante est que vers la fin de la période de prévision, de multiples pays d'Europe pourraient avoir atteint un niveau d'énergies renouvelables intermittent, où le défi d'intégration au réseau électrique deviendra un obstacle grandissant. Ce qui donne du poids à une thèse selon laquelle lorsqu'une société réduit drastiquement ses émissions de carbone, l'ampleur et la difficulté des changements requis pèsent plus lourd.

En résumé, un triplement de la contribution des énergies renouvelables, conjointement avec un record historique de réduction de l'intensité énergétique, ne peut contrebalancer la croissance du PIB. Il en résulte une augmentation continue des émissions de carbone jusqu'en 2035.

Optimisme quant aux projections de ressources en carburant liquide

Le document prévoit que les ressources mondiales en carburant liquide vont s'accroître de 19 millions de barils par jour (mbj), conduites par le schiste et d'autres pétroles de réservoirs étanches, les eaux profondes du Brésil, ainsi que les sables bitumineux et les biocarburants du Canada. Dans leur ensemble, elles vont augmenter de 16 mbj, de concert avec l'OPEP, rehaussant la production de 7 mbj, et compensant les baisses de production dans les pays d'Europe et d'Asie Pacifique. On ne trouve dans le document aucune mention de la réduction d'énergie nette, ni de l'augmentation du coût énergétique de l'extraction de l'énergie du sol (ou de la culture de l'énergie) et de la baisse de l'énergie brute par unité de production.

En dehors de la production d'éthanol brésilien, les biocarburants ont tendance à consister en un processus de conversion d'énergie plus qu'en une production énergétique, fournissant peu ou pas d'énergie nette en tenant compte de l'apport

énergétique. Les gaz naturels liquéfiés (les GNL) ne sont pas du pétrole brut, et ne contiennent qu'environ 60% de l'énergie par volume, alors qu'ils nécessitent des processus de raffinage divers. En considérant les GNL, les biocarburants et autres liquides de gaz naturel qui représentent 9 des 19 mbj d'augmentation de liquides de gaz naturel envisagés, il en résulte une surestimation significative de l'énergie fournie. Il faut ajouter à cela le coût relativement élevé du pétrole de schiste, des ressources en eau profonde et des sables bitumineux, ainsi que l'épuisement des puits de pétrole brut conventionnel à moindre coût énergétique. La question reste ouverte de savoir quelle quantité d'énergie nouvelle nette sera fournie à la société, et sera donc disponible pour mener la croissance économique en dehors du secteur de l'énergie.

Une hypothèse supplémentaire est celle de la capacité à investir les gigantesques quantités d'argent requises pour développer ces sources de carburants liquides, dont beaucoup nécessitent de larges investissements, combinés à un laps de temps significatif de flux de liquidités négatifs. De tels investissements dépendent hautement des hypothétiques prix futurs des carburants liquides. L'extrême volatilité des prix des deux dernières décennies pourrait induire des prévisions de prix bien plus prudentes, réduisant le nombre de projets qui peuvent être financés avec succès. Les problèmes financiers actuellement rencontrés par l'industrie des carburants liquides (ainsi que leurs investisseurs et banquiers), après une période de vastes investissements, pourraient également créer une situation invitant à des investissements bien plus mesurés. Cela pourrait considérablement limiter, voire différer, toute future réponse à une augmentation des prix des carburants liquides.

Le résultat net pourrait être une augmentation de moindre ampleur de la production de combustibles liquides bruts, ainsi qu'une hausse encore plus faible de l'énergie nette fournie. Cela limitera la croissance du PIB, et impliquera peut-être aussi des prix plus élevés menant à de meilleurs gains d'efficacité énergétique et carbone. Il pourrait en résulter une légère réduction des émissions de carbone, à travers la période induite par une croissance économique plus faible et des prix de carburants liquides plus élevés.

Le gaz naturel comme carburant transitoire

Étant donné la capacité avérée de l'industrie énergétique nord-américaine à externaliser les coûts environnementaux et sociaux de la production de gaz de schiste², les hypothèses quant à la production future semblent raisonnables. En particulier si les exportations de gaz naturel font évoluer les prix nord-américains vers un niveau plus proche de celui des prix les plus élevés dans d'autres régions. Des hypothèses d'augmentation significative en Chine semblent également

pertinentes, étant donnée la capacité de son état à passer outre les oppositions locales aux développements du gaz de schiste, et l'urgence de réduire la pollution de l'air due aux centrales électriques alimentées au charbon³. BP envisage une hausse significative de la production de gaz de schiste à 5,6% par an, ainsi qu'une augmentation de la part de sa production globale de gaz naturel de 11% à 24% d'ici 2035. Il est prévu que la grande majorité de cette hausse provienne d'Amérique du Nord et de Chine. Comme pour les combustibles liquides, il n'y a aucune estimation de l'énergie nette. Étant donnée la forte intensité énergétique de la production de gaz de schiste, particulièrement dans les régions arides et retirées où la plupart des réserves chinoises se situent, l'énergie nette supplémentaire fournie pourrait s'avérer nettement inférieure à la hausse de la production brute. Cela ne peut que s'exacerber avec l'épuisement des sources conventionnelles d'énergie à moindre coût.

Il y a une quantité croissante de recherches qui établissent que le gaz naturel est au moins aussi mauvais, si ce n'est pire, pour le changement climatique, que le charbon, en prenant en compte les émissions de méthane au niveau des sites de production et dans l'ensemble du réseau de distribution ^{4 5}. Toute diminution de sulfates atmosphériques et de particules bloquant le soleil générée par l'incinération de charbon, pourrait également intensifier le changement climatique régional en permettant une conservation accrue des radiations solaires dans l'atmosphère terrestre.^{6 7} Si cette réalité venait à alerter les militants écologistes et le grand public, la construction de sites de production électrique alimentée au gaz naturel pourrait se heurter à la même opposition que la construction de centrales au charbon. Dans la mesure où une importante augmentation de l'usage de gaz naturel est attendue en Europe et en Amérique du Nord, où la société civile et les militants écologistes pourraient peser plus, cela pourrait atténuer la croissance de la consommation de gaz naturel. En Chine et au Moyen-Orient, de telles pressions émanant de la société civile pourraient être vigoureusement contenues.

Alternatives

Les perspectives de BP envisagent quelques options différentes. Si on observe un taux de croissance moins élevé du PIB (non induit par des contraintes relatives à l'approvisionnement en combustibles fossiles), cela suppose que les prix les plus bas des combustibles fossiles auront tendance à dépasser ceux des énergies renouvelables, hydrauliques et nucléaires, avec pour conséquence une baisse des émissions de carbone qui sera moins importante que celle des énergies brutes dans la consommation énergétique. Une diminution de 3,5 % à 3 % de la croissance annuelle est supposée réduire les émissions de carbone de seulement 7 %, au cours

de la période prévisionnelle de 20 ans relative au scénario de base (elles continuent d'augmenter de 13 %). En extrapolant de manière simpliste, pour maintenir les émissions stables durant la période, une croissance annuelle de 2 % serait nécessaire. Étant donné les taux de croissance plus élevés attendus dans les pays en voie de développement, un tel scénario pourrait donner lieu à une stagnation prolongée en Europe et en Amérique du Nord.

Dans un scénario où le prix du carbone serait fixé à 100 dollars la tonne au sein de l'OCDE et 50 dollars la tonne en dehors de l'OCDE (en dollars de 2015), conjointement avec d'autres initiatives politiques et réglementaires en faveur du climat, BP prévoit que le secteur de l'énergie renouvelable croîtra à un rythme de 9 % par an (doublant de volume tous les 8 ans !). Sa part dans l'approvisionnement énergétique mondial augmentera de 3 % à 15 % d'ici 2035. On estime que les émissions de carbone en 2035 seront inférieures de 8 % aux niveaux de 2014. Cela constituerait toujours une diminution insuffisante pour prévenir un changement climatique dangereux, et cela ne tient pas compte des effets de contreponds d'une utilisation accrue des gaz naturels (c'est-à-dire les émissions accrues de méthane). On ne trouve dans l'analyse aucune évaluation des répercussions sur les secteurs industriels à grande consommation d'énergie, tels que la production d'acier et de ciment, ou des divergences entre pays quant au prix du carbone. Ce ne sont pas de bonnes nouvelles pour l'Europe et l'Amérique du Nord.

Les énergies renouvelables ont tendance à avoir une énergie nette moindre en comparaison des combustibles fossiles, particulièrement lorsque les coûts d'équilibrage de production intermittente (variations du vent et du soleil) sont prises en compte⁸. Avec un tel accroissement de l'utilisation d'énergies renouvelables à faible énergie nette (de 3 % à 15 %), et des sources de combustibles à plus faible énergie nette, la véritable augmentation de l'énergie à disposition de la société pourrait s'avérer significativement moins consistante que la hausse de la production énergétique brute. Cela tendra à limiter la croissance du PIB. De surcroît, des changements aussi importants dans les sources d'approvisionnement énergétiques auront des effets financiers et économiques majeurs, qui ralentiront la croissance économique. Les actuelles organisations en charge de fournir l'énergie, l'infrastructure énergétique en place et les modèles de gestion pourraient être grandement dévalués, voire même rendus complètement obsolètes. Alors que des niveaux de transition de plus en plus importants sont envisagés, l'ampleur de ces effets va s'accroître de façon exponentielle et les dislocations économiques et sociales en résultant deviendront toujours plus problématiques.

Conclusions (les miennes, pas celles de BP)

L'économie mondiale rejette actuellement environ 10 milliards de tonnes de carbone dans l'atmosphère chaque année. On a estimé qu'alors que dès 2011, 269 milliards de tonnes supplémentaires amèneraient les concentrations atmosphériques de dioxyde de carbone à excéder 450 parties par million (ppm), niveau fixé par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) comme susceptible d'induire une probabilité inacceptable d'effets délétères du changement climatique⁹. Un simple calcul donne à appréhender 2038 comme l'année où la société humaine aura épuisé son budget carbone, compte tenu des taux actuels d'émissions. Étant données les probables rétroactions accroissant les émissions naturelles de dioxyde de carbone et de méthane, conjointement à l'impact probable d'une disparition de la calotte glaciaire dans l'océan Arctique en période estivale, provoquant l'absorption de l'énergie solaire plutôt que sa réflexion vers l'espace, et les émissions accrues de méthane dues à l'utilisation de gaz naturel, cette date critique pourrait advenir bien plus tôt dans cette décennie.

Le rapport de BP montre qu'eu égard aux niveaux historiques de croissance économique, même un décollage fulgurant du secteur des énergies renouvelables ne réduira pas significativement les émissions de carbone. Des réductions conséquentes en émissions de carbone nécessiteraient à la fois un vaste développement du secteur des énergies renouvelables et une restriction de la croissance économique. Cela suppose que l'objectif 450 ppm soit valide. Cet objectif a été de plus en plus la cible de critiques le considérant trop élevé, des niveaux aussi modestes que 350 ppm ont ainsi été proposés¹⁰. Ce dernier objectif demanderait des transitions économiques qu'on n'a vues que dans les économies étatisées des deux guerres mondiales, allant de pair avec des pertes financières et économiques combinées à des troubles sociaux majeurs. Le niveau des 400 ppm a déjà été franchi. C'est le sujet sensible dont peu de gens veulent débattre, et c'est très certainement la raison pour laquelle les rapports du GIEC admettent de plus en plus la réalité d'un dépassement de l'objectif des 450 ppm, avec les futures technologies non éprouvées captant le dioxyde de carbone à la source, rejetant le dioxyde de carbone directement hors de l'atmosphère, ou encore le stockant de manière fiable.

Il y a également un silence assourdissant concernant l'accroissement rapide de l'exploitation de sources d'énergies renouvelables ayant rendement net faible, combiné à un déclin de l'énergie nette des sources de combustibles fossiles, ce qui pourrait entraver sensiblement l'augmentation de l'énergie disponible et ainsi le développement de la croissance du PIB¹¹. Pour une société humaine qui se

trouvera déjà aux prises avec une transition massive dans son infrastructure énergétique, avec en sus les effets croissants du changement climatique, ce sera un paramètre supplémentaire qui suscitera des tensions économiques et sociales.

En considérant les actuelles tendances à l'inertie qui règnent au sein de nos sociétés, il se pourrait qu'une réalité profondément inconfortable fasse que le scénario de base de BP soit, dans les faits, assez fidèle au cours que les choses suivront pendant un certain temps. Seule une secousse majeure au système, ou une série de secousses, qui infirmerait foncièrement le statu quo, semble à même de détourner la société de la trajectoire qu'elle suit à l'heure actuelle.

Roger Boyd

Traduit par François, relu par Nadine pour le Saker Francophone

Notes

1. British Petroleum (2016), BP Energy Outlook 2016 Edition: Outlook to 2035, British Petroleum. [Accessible ici](#)
2. Josh Fox (2013), *Gas Land Part 2*, Docurama
3. Jaeah Lee & James West (2014), *America's Fracking Boom Comes To China*, *The Atlantic*. [Accessible ici](#)
4. Robert W. Howarth (2015), *Methane emissions and climatic warming risk from hydraulic fracturing and shale gas development: implications for policy*, *Energy and Emission Control Technologies*. [Accessible ici](#)
5. Daniel Zavala-Araiza (2015), *Reconciling divergent estimates of oil and gas methane emissions*, *Proceedings of the National Academy of Sciences*. [Accessible ici](#)
6. Tom Wigley (2011), *SWITCHING FROM COAL TO NATURAL GAS WOULD DO LITTLE FOR GLOBAL CLIMATE, STUDY INDICATES*, *AtmosNews*. [Accessible ici](#)
7. Associated Press (2011), *China's pollution temporarily slowed climate change*, *CBC News*. [Accessible ici](#)
8. Weißbach et al. (2013), *Energy intensities, EROIs (energy returned on invested), and energy payback times of electricity generating power plants*, *Energy Vol. 52* April 2013. [Accessible ici](#)
9. Roz Pidcock (2013), *Carbon briefing: Making sense of the IPCC's new carbon budget*, *Carbon Brief*. [Accessible ici](#)
10. James Hansen et al. (2008), *Target Atmospheric CO₂: Where Should Humanity Aim?*, *The Open Atmospheric Science Journal*. [Accessible ici](#)
11. Charles Hall et al. (2014), *EROI of different fuels and the implications for society*, *Energy Vol. 64*. [Accessible ici](#)

Comment l'économie mondiale va sortir du «Grand Reset»?

Par Brandon Smith – Le 11 mai 2016 – Source alt-market.com



La remise à zéro globale est une expression couramment utilisée au cours des deux dernières années par Christine Lagarde du Fonds monétaire international, ainsi que par d'autres communicants globalistes. Ces élites ont très rarement réellement parlé de tous les détails, quant à ce que cette remise à zéro signifie. Mais si vous jetez un œil à certaines de mes analyses antérieures sur la [fin du jeu économique](#), vous trouverez ce qu'ils font, à l'occasion, en laissant fuiter des renseignements qui nous donnent une idée générale de comment ils préféreraient voir le monde évoluer au cours des prochaines années ou même de la prochaine décennie.

Quelques objectifs sont certains et ont ouvertement été admis. Les globalistes veulent au final diminuer le poids ou carrément effacer le dollar américain comme monnaie de réserve mondiale. Ils cherchent certainement à établir le système du panier des droits de tirage spéciaux du Fonds monétaire international comme remplaçant pour le système dollar; ce plan a même été décrit dans la revue des Rothschild, [The Economist, en 1988](#). Ils veulent consolider la gouvernance économique, s'éloignant d'un système de franchise des banques centrales nationales, en une seule autorité monétaire mondiale, le plus probable au sein du FMI ou de la Banque des règlements internationaux (BRI). Et ils argumentent toujours pour la centralisation du pouvoir politique au nom de la suppression des obstacles législatifs et souverains, pour rendre la réglementation financière plus sûre.

Ce ne sont pas des théories du changement financier, ce sont des faits derrière la

méthodologie globaliste. Lorsque le FMI mentionne la grande remise à zéro globale, les modifications ci-dessus sont une partie de ce à quoi ils font allusion.

Cela dit, une grande partie de mes travaux se concentre sur ces macro-éléments; mais que peut-on penser des mécanismes les plus profonds de l'ensemble du système? Dans quel type de système économique allons-nous nous réveiller un jour, et les suivants, si les globalistes obtiennent exactement ce qu'ils veulent? Ceci est un domaine sur lequel les élites font rarement des commentaires, et je ne peux offrir que des scénarios hypothétiques. Je fonde ces scénarios sur les mesures que l'establishment pourchasse le plus obsessionnellement. S'ils veulent un changement social ou économique particulier en se donnant assez de mal, les signes deviennent évidents.

Voici à quoi le monde pourrait probablement ressembler après une remise à zéro de l'économie mondiale...

Crise initiale

Qui sait ce que sera le déclencheur? Il y a tant de catalyseurs potentiels pour l'instabilité économique, qu'il n'y a pas moyen de faire de prédiction. La seule chose qui est sûre, c'est qu'un ou plusieurs de ces catalyseurs vont se déclencher. Le décrochage de la parité de l'Arabie par rapport au dollar américain, une attaque terroriste à grande échelle, une déroute générale des marchés boursiers en raison d'une perte de confiance dans la politique de la banque centrale, une confrontation entre les puissances occidentales et orientales. Cela n'a pas vraiment beaucoup d'importance. Tout cela est conçu pour produire un seul résultat – le chaos. Pour que les globalistes puissent offrir l'ordre, leur ordre à eux, à l'aide de leurs solutions à eux comme médiateurs objectifs.

Dans notre système interdépendant à l'Ouest, où plus de 80 % de la population a été domestiquée et est psychologiquement incapable d'autonomie, il est très probable qu'une perturbation des chaînes et des services d'approvisionnement normaux entraînerait une pauvreté et une mortalité considérable. Une telle menace amènerait invariablement les gens effrayés et non préparés, à demander des contrôles accrus du gouvernement pour qu'ils puissent revenir au niveau de confort auquel ils se sont habitués à l'intérieur de la matrice.

Un facteur important à noter, sont les justifications que les globalistes vont offrir pour une centralisation accrue et le contrôle mis entre les mains de quelques-uns. Dans mon article, [Le mensonge Linchpin: Comment l'effondrement global sera vendu aux masses](#), j'étudie le récit habile du membre de la Rand Corporation John Casti et sa Théorie Linchpin. Dans la théorie de Casti (plus de la propagande que de la théorie), l'effondrement est inévitable pour ce qu'il appelle les «systèmes

trop complexes». Plus les éléments sont indépendants au sein d'un système, plus il y a de chances pour que des événements imprévisibles mènent à la supposée catastrophe. Ostensiblement, la solution serait de rationaliser tous les systèmes et d'éliminer les radicaux libres. Autrement dit, la centralisation complète est la réponse. Quelle surprise.

Dans un monde post-reset, les élites feront valoir que les banques et les banquiers ne sont pas nécessairement à blâmer. Au contraire, ils vont accuser le système d'être trop complexe et chaotique, laissant la porte ouverte à la cupidité, la stupidité et le sabotage inconscient général. Le fait que la crise ait été conçue depuis le début ne sera jamais mentionné. La centralisation sera défendue comme la panacée à la relique barbare de la complexité. Presque tous les autres changements à notre environnement économique découleront de ce seul mensonge.

Dilution du troupeau financier

Vous allez voir des institutions financières anciennes sacrifiées au nom de la réhabilitation du système mondial. Ne présumez pas que certaines grandes banques (Deutsche Bank?) ne seront pas laissées à terre, ou que certaines banques centrales ne seront pas renversées (Réserve fédérale) alors que la réinitialisation progresse. Aussi, ne pensez même pas que certaines structures géopolitiques ne seront pas mises en déroute (Union européenne). Dans la poussée vers la mondialisation totale et la gouvernance économique mondiale, les élites n'ont aucune loyauté envers une seule corporation, nation ou même banque centrale. Ils vont couper presque tous les appendices, s'ils peuvent parvenir à un système commercial mondialisé.

Ce que cela implique à un niveau local, c'est l'activation des bails-in; c'est-à-dire la confiscation légalisée des comptes bancaires, fonds de pension, avoirs en actions, etc. comme une méthode pour prolonger l'événement de l'effondrement. Nous l'avons vu déjà dans une certaine mesure, en Europe, et c'est ce qui se passera aux USA par la suite. Certaines personnes (socialistes / communistes) peuvent même encourager cette action, comme la fin du capitalisme et un pas vers une harmonisation économique. C'est une position facile pour eux d'en appeler à cette extrémité, puisque la plupart d'entre eux n'ont jamais travaillé assez dur pour gagner des biens ou des actifs d'une valeur confiscable.

Dévaluation de la monnaie

Tout les gens conscients de la situation attendent cela, mais il est important de réaliser que la dévaluation monétaire va probablement se produire en touchant tout le monde, toutes les régions du monde. Certaines devises seront simplement plus

touchées que d'autres. Le dollar est une cible principale des globalistes et sera baissée fortement. Il ne disparaîtra pas, mais il deviendra progressivement sans importance sur la scène mondiale. Si les projections de The Economist sont le calendrier correct, alors la fin du dollar sera bien entamée avant 2018.

Alors que le scénario initial auquel nous sommes confrontés en Amérique sera celui d'une stagflation, de nombreux besoins et les moyens de produire ces nécessités vont voir leur coûts monter en flèche. Il pourrait ne pas y avoir d'inflation dans tous les secteurs de l'économie, parce que l'implosion de la demande pourrait compenser certains des effets de la baisse de la valeur de la monnaie, mais il y aura une inflation extrême sur les marchés qui frappent le plus les gens ordinaires.

La numérisation de tous les échanges

Malgré tous les défauts et les mécanismes de contrôle impliqués dans la monnaie fiduciaire, il existe des systèmes encore pires à venir. Le mois dernier, plus de 100 cadres des plus grandes institutions financières du monde se sont réunis en privé au bureau de Nasdaq Inc. à Times Square, pour discuter de l'avenir de l'argent; plus spécifiquement d'un logiciel appelé [Blockchain](#). L'objectif est de mettre en œuvre [Blockchain](#) comme un moyen de numériser entièrement les transactions monétaires à travers le monde, d'une manière qui soit traçable et à toute épreuve. En d'autres termes, l'objectif est de mettre fin à toutes les opérations impliquant l'argent physique.

La création d'une société sans numéraire marquerait la fin de toute vie privée dans le commerce. Même les devises numériques comme bitcoin, soi-disant anti-centralisatrices, sont entravées par la fonction blockchain, qui nécessite le suivi de toutes les transactions pour que la monnaie fonctionne. Bien que les méthodes d'anonymisation pourraient être défendues, le fait est que la monnaie numérique par sa nature-même, est destructrice du commerce vraiment privé qui était offert par l'argent physique et le troc. Lorsque tout le commerce sera tracé, et toutes les économies numérisées, celui qui possèdera les clés du noyau de la blockchain aura le pouvoir de faire des ravages sur la vie d'un participant selon sa volonté.

Pour être sûr, le blockchain que les élites ont à l'esprit ne permettra jamais de transactions anonymes, parce que la monnaie numérique n'a rien à voir avec l'anonymat ou la facilité, c'est une question de contrôle.

Consolidation du pouvoir du gouvernement

Le gouvernement corrompu est l'outil par lequel les globalistes peuvent extorquer des biens et du travail d'une population, ainsi qu'exercer la force pour mater une

rébellion. Il est hautement improbable que la remise à zéro globale se traduira par un effondrement du gouvernement. Au contraire, c'est généralement au cours de l'effondrement économique, que les gouvernements gagnent en puissance vers le totalitarisme. Il y aura toujours un nouveau mécanisme de change ou une structure financière pour remplacer l'ancien, et les globalistes auront toujours un moyen de payer des armées et des idiots utiles pour forcer la soumission. Personne ne devrait compter sur l'idée que les élites vont faire face à l'effondrement comme nous nous allons y faire face. Ceci est naïf. Les élites ont créé l'effondrement; elles prévoient d'être prêtes à l'utiliser à leur avantage.

La fin de la production privée et des affaires

Après la remise à zéro et la crise initiale, il est probable que l'allocation des ressources deviendra un enjeu majeur. La production de biens à l'échelle massive d'aujourd'hui, ne sera jamais autorisée à revenir si les élites tracent leur chemin. Cela va créer un manque perpétuel d'approvisionnement (par conception). Les seules méthodes pour faire face à la perte de production à l'échelle industrielle, seraient soit d'encourager la production localisée dans chaque communauté, soit de forcer les gens à réduire leur niveau de vie et de demande à l'extrême. Les élites vont certainement insister sur ce dernier scénario.

Les productions localisées dans chaque communauté tueraient tout moyen de contrôle financier que les globalistes pourraient avoir sur une population. En fait, je crois qu'ils vont tenter de rendre toute production locale impossible, d'abord à travers une fiscalité si élevée que seules les plus grandes entreprises encore survivantes pourront se permettre de fonctionner, et, deuxièmement, par la confiscation des ressources premières nécessaires pour fabriquer des produits à une échelle qui pourrait permettre de développer la richesse d'une communauté. Le gouvernement prétendra que ces ressources doivent être gérées par les autorités pour le bien de tout le monde, plutôt que gaspillées par des entreprises indépendantes dans la poursuite d'un enrichissement personnel. Vous ne verrez pas d'enfants montant des stands de limonade, des gens seuls exploitant de petites usines, des fermes et des magasins de vente aux détails.

Finalement, ils devront également limiter ou interdire le troc et les monnaies alternatives pour que l'économie numérique fonctionne.

Extorsion environnementale et aux émissions carbone

Peu importe la quantité d'information diffusée qui contredit complètement la fraude du réchauffement climatique d'origine humaine, la mise en place continue à se faire à pleine vapeur, avec la création d'un modèle économique basé sur le carbone. Pourquoi? Parce que l'idée de l'empreinte carbone est l'arme ultime pour

la domination. Une taxe carbone est une taxe sur la vie elle-même. Il n'y a pas moyen de contourner cela.

Dans mon article [Panique écologique : la nouvelle logique du sectarisme mondialiste](#), je dissèque la propagande élitiste de Timothy Snyder, membre du think tank Council on Foreign Relation. Snyder soutient dans ses écrits, que presque toutes les catastrophes d'origine humaine sont le produit d'un niveau de vie élevé ou extravagant. Bien que sa définition de niveau de vie élevé est assez vague, je pense qu'il voit la grande majorité de la société occidentale comme des gens qui doivent être tirés vers le bas de plusieurs étages. Il fait également valoir que les tyrans et des meurtriers de masse ignorent souvent l'autorité scientifique dans la recherche d'une plus grande richesse productive, et que les gens qui ignorent la science du climat contribuent à de futurs holocaustes. Donc, pour résumer, nous devons tous arrêter de produire, cesser de poursuivre la richesse et la réussite personnelle et sacrifier notre propre progrès individuel au nom du progrès pour le collectif et la sécurité de la planète.

Comme Casti, le récit de Snyder exige de la population de se prosterner devant une autorité centrale au nom du plus grand bien. Et est-ce une simple coïncidence, que les globalistes, ces hommes travaillant pour ce but, soient propulsés à la tête de cette autorité centrale.

Rappelez-vous, afin de tout centraliser, les élites doivent d'abord rationaliser. Cela ne signifie pas seulement une rationalisation de la gouvernance économique, mais aussi la rationalisation de la taille du système qu'ils cherchent à dicter. Plus grand et plus diversifié est un système, plus il est difficile d'envelopper des tentacules autour de lui. Cela signifie de diminuer la production dans une large mesure, mais aussi par extension de diminuer la population dans une même proportion. Le contrôle de la population va devenir alors essentiel.

Si la production de carbone peut être imposée et administrée, la production de la vie peut aussi être imposée et administrée. Les élites deviennent comme des dieux; le pourvoyeur de tous les moyens de maintien de la vie. Le croquemitaine de carbone peut alors être utilisé pour transformer la crise publique actuelle en sublimation complète. Car si du simple carbone peut provoquer la fin du monde tel que nous le connaissons, alors les gens, par leur existence même, deviennent une menace pour l'avenir et doivent donc être réglementés.

Le changement climatique anthropique est le modèle que les élites doivent affirmer, si elles espèrent convaincre les citoyens qu'un plafond en béton sur la production et la population est acceptable. Si nous arrivons à un point où la société humaine a un tel le dégoût de soi, pour chercher son propre asservissement et sa

destruction par des contrôles autour du carbone, il peut se passer un millier d'années avant que nous revoyons la liberté.

Nous n'y sommes pas encore

Tous les dangers décrits ci-dessus ne sont pas écrits dans la pierre. Certains peuvent prétendre que la fin est proche – ces gens sont des idiots. La fin n'est jamais proche. L'humanité a fait face, calamité après calamité, depuis des générations; notre malheur se trouve juste être historiquement épique par comparaison. Ce n'est pas la dernière calamité. Dans plusieurs siècles à partir de maintenant, il y aura de nouvelles catastrophes et de nouveaux idiots, disant à tout le monde la fin est proche.

À chaque fois, des gens courageux sont apparus. Certains ont réussi, d'autres pas, mais nous ne vivons pas encore dans un nouvel ordre mondial, et c'est peu de le dire. Aujourd'hui est loin d'être aussi terrible que demain pourrait l'être, si nous ne réagissons pas en conséquence.

La remise à zéro globaliste a besoin d'un déclencheur, d'une crise impossible à éviter. Mais, la remise à zéro dépend aussi de bonnes personnes en place pour reconstruire le système après le déroulement de la crise. Voici où l'avenir peut être déterminé. Ceux qui seront encore debout après la salve d'ouverture, auront un choix: se cacher et espérer pour le mieux, ou se battre pour être en position de choisir qui construira demain. Sera-ce la cabale mondialiste psychotique ou des gens libres de conscience? Cela peut ne pas apparaître clairement maintenant, mais le résultat final ne dépend que de nous.

Brandon Smith

Traduit par Hervé, vérifié par Wayan, relu par nadine pour le Saker Francophone

Nucléaire: EDF et Kodak

Grégory Lamotte, publié par: [Laurent Horvath Samedi, 2000watts.org](http://LaurentHorvath.com) 21 Mai 2016 12:12

[NYOUZ2DÉS: si l'auteur de ce texte (Grégory Lamotte) s'imagine remplacer l'énergie nucléaire par l'énergie solaire il se trompe totalement. Sur terre, nous n'avons pas les ressources naturelles pour faire une telle transition.]



En 1996, Kodak comptait 140 000 salariés, détenait 90% du marché et gagnait 15 milliards d'euros par an. En 2012, Kodak déposait le bilan. Que s'est-il passé ?

À chaque fois que vous brûliez une pellicule pour prendre vos photos, à chaque fois que vous brûliez du papier photo

pour imprimer vos images, Kodak touchait de l'argent. En 2012 le cœur de métier de Kodak a complètement disparu, remplacé par le numérique... justement inventé par Kodak en 1975. Pourquoi Kodak n'a pas profité de cette innovation ?

La réponse est simple: la structure de coût et les actifs de kodak étaient inadaptés au monde digital et l'entreprise ne pouvait pas lutter contre un coût marginal zéro. Combien vous coûte une photo avec votre téléphone ? Presque zéro.

Le business Model d'EDF

EDF est aujourd'hui dans une même période charnière de son histoire. Deux choix se présentent à l'entreprise : épuiser son business model jusqu'à la corde, comme Kodak, ou changer de cap.

Pourquoi le virage stratégique est nécessaire ?

En 2016, quand vous allumez la lumière, vous brûlez de l'uranium ou du fossile, quand vous démarrez votre voiture, vous brûlez du pétrole... Que se passera-t-il dans vingt ans ? Peut-on se permettre d'ignorer les énergies renouvelables ? À bien y réfléchir, quelle différence entre un appareil photo numérique et un panneau solaire ?

Une fois le panneau acheté, combien coûte le soleil pour produire 1 kWh ? Zéro.

En 2016 pour un particulier français ne bénéficiant d'aucune subvention, l'investissement dans un système solaire en autoconsommation permet de produire l'énergie la moins chère. Le prix du solaire baisse de 20% tous les vingt mois et cela fait quarante ans que cela dure...

Combien coûtera un panneau solaire dans vingt ans ?... La réponse est 6 euros. Imaginez le prix d'un kWh avec ces prix... Presque zéro. Le soleil n'envoie jamais de facture

EDF est à un tournant de son histoire. C'est une entreprise formidable, avec des salariés qui veulent montrer au monde entier que le génie français de l'énergie est capable de refaire de grandes choses et ne va pas suivre les traces de Kodak.

Les salariés, les syndicats, l'ancien directeur financier, les actionnaires, les Français sont tous du même avis, alors pourquoi hésiter ?

Et rappelez-vous que quoi qu'il arrive, le soleil n'envoie jamais de facture... C'est

un problème pour quelques-uns... mais une formidable chance pour tous les autres.

Grégory Lamotte: [Fondateur de Comwatt](#)

En savoir plus sur http://www.lemonde.fr/idees/article/2016/04/21/edf-ne-doit-pas-suivre-l-exemple-de-kodak_4906460_3232.html#dvCsFo0JMB1iaX2E.99

ALERTE: Secteur pétrolier: Jetez un œil sur l'un des graphiques les plus inouïs de 2016 à en effrayer les Investisseurs !

Le 22 Mai 2016



Aujourd'hui [kingworldnews](#) est heureux de partager l'extrait d'un article qui met en avant l'un des plus effrayants graphiques de l'année 2016

Cet extrait comprend un graphique clé que tous les lecteurs de kingworldnews à travers le monde doivent absolument voir.

Jason Goepfert de [SentimenTrader](#): “Selon un cabinet d’avocats de Houston, tel que rapporté par le Wall Street Journal, au moins 300 sociétés du secteur de l’énergie sont en danger de défaut de paiement, ou de mise en faillite. Voilà ce qui effraie les investisseurs potentiels”.

Jetez un oeil ci-dessous à ce spectaculaire graphique provenant du site “SentimenTrader” qui montre que les défauts de paiement commencent à augmenter exponentiellement dans le secteur de l’énergie et de l’industrie pétrolière!

Nombre cumulé de défauts de paiement d'entreprises dans le secteur de l'énergie



La principale question à se poser est de savoir si cette situation instable va impacter le secteur des produits dérivés, le secteur bancaire, et donc le système financier mondial ? Seul le temps nous le dira !

Source: [kingworldnews](#)

Etats-Unis: 3 Jobs, 60 Heures de boulot par semaine, pour survivre !

Michael Snyder Le 21 Mai 2016



Que peut-on faire de plus lorsque vous travaillez 60 heures par semaine en cumulant trois emplois à temps partiel et que vous n'arrivez toujours pas à vous en sortir ?

Aux Etats-Unis aujourd'hui, beaucoup de gens ont pris plus d'un emploi supplémentaire afin d'essayer de joindre les deux bouts, mais malgré tous ces efforts, ils sont toujours à court d'argent, à la fin du mois. Et encore, ceux qui travaillent réellement seraient les plus chanceux, car **dans 20 % des familles américaines, plus personne ne travaille...** N'oubliez pas qu'**aux Etats-Unis actuellement, il y a plus de 100 millions d'Américains en âge de travailler qui sont sans emploi** (*D'une part, c'est la vérité et d'autre part, c'est vérifiable*), et comme je l'ai déjà expliqué, **les annonces de suppressions d'emplois par les grandes entreprises sont en hausse de 24 % par rapport à la même période de l'année 2015.** Mais le chômage n'est seulement qu'une partie d'un problème bien plus vaste. Il y a cette idée fautive selon laquelle si vous avez un travail, vous devez bien vous en sortir. Malheureusement, étant donné l'augmentation du nombre de «travailleurs pauvres» aux Etats-Unis, cette idée est totalement fautive. Pour le vérifier, il suffit de prendre en compte le cas de *Erlinda Delacruz, 55 ans*. A une époque, elle avait un bon emploi à temps plein dans la production, mais son usine a fermé. Des millions d'autres Américains ont également vu leurs emplois bien rémunérés délocalisés hors des Etats-Unis durant ces dernières années, et pourtant nos politiciens refusent de faire quoi que ce soit à ce sujet. Dorénavant, **elle travaille 60 heures par semaine en cumulant trois emplois différents à temps partiel** et elle gagne encore moins que lorsqu'elle travaillait à plein temps dans son ancienne usine de production...



Depuis 15 ans, Erlinda Delacruz avait un emploi dans la production à plein temps chez Winters rural au Texas.

Cet emploi avait des avantages indéniables pour son bien être, elle avait quatre semaines de congés payés ainsi qu'un salaire qui lui permettait de vivre confortablement. Mais en 2009, lorsque l'usine a fermé, le sol s'est littéralement dérobé sous ses pieds. Depuis ce moment, survivre est devenue une bataille de tous les instants et ce malgré qu'Erlinda cumule plusieurs emplois à temps partiel. L'été dernier, sa maison a même été

saisie.

Erlinda Delacruz, 55 ans, travaille toujours à temps partiel à trois endroits différents – du lundi au mercredi, elle travaille huit heures par jour à servir des repas dans un centre pour personnes âgées et du jeudi au dimanche Erlinda partage son temps entre deux autres emplois comme caissière chez Walmart (WMT) et Wes-T-Go, un réseau de magasins de proximité.

Elle a expliqué à CNN qu'elle ne vivait que sur son dernier salaire, et tout comme presque [la moitié des américains](#), elle est quasiment à court d'argent actuellement.

Barack Obama avait promis d'être le sauveur de la classe ouvrière américaine dès qu'il serait élu, mais il semble que presque toutes les décisions qu'il ait pu prendre ont impacté encore plus la classe ouvrière de manière négative.

Prenez par exemple de l'Obamacare, la réforme de santé initiée par l'administration Obama. Les primes d'assurance-maladie ont explosé depuis que cette réforme a été mis en place, et de nombreuses familles américains qui trouvent en difficulté aujourd'hui puisqu'elles n'arrivent plus à joindre les deux bouts ne peuvent tout simplement plus se payer la moindre couverture médicale.

Et beaucoup de ceux qui ont souscrit à l'Obamacare découvrent souvent que de nombreux médecins et hôpitaux refuseront même leur couverture santé. [Ce qui suit provient du New York Times](#)...



Amy Moses et son cercle de petits entrepreneurs indépendants étaient des partisans du président Obama pour sa Loi sur les soins abordables. Cette réforme nouvellement adoptée avaient été mise en place au départ dans l'état de New York. Mais lorsque les adhérents ont contacté les médecins et les hôpitaux de Manhattan pour planifier des rendez-vous, ils étaient consternés de se voir refouler encore et encore avec pour seule réponse ce même refrain: **“Nous ne prenons pas Obamacare”**, alors que Barack

Obama l'avait promis lorsqu'il avait signé la législation sur la santé...

“Toute personne qui se trouve sur ces plans comprend que c'est un système à deux vitesses”, selon ce qu'a déclaré Mme Moses, décrivant cette situation aberrante à un entrepreneur prospère.

A chaque fois que l'un d'entre nous a besoin d'un médecin, nous envoyons une alerte:« Est-ce que l'on peut permuter avec quelqu'un qui fait une mammographie ou une coloscopie ? Qui prend en charge notre assurance santé ? C'est vraiment devenu un problème. “

Malheureusement, les choses ne vont pas s'améliorer pour la classe ouvrière américaine parce que **nous sommes maintenant entrés dans les premières phases de la prochaine grande crise économique.**

Un peu plus tôt dans la journée, j'ai reçu un mail de quelqu'un qui travaille pour une très grande entreprise qui fournit certaines des plus grandes chaînes d'épicerie aux Etats-Unis. Récemment, selon lui, il y a eu une baisse spectaculaire des commandes, et c'est quelque chose que nous n'avions même pas connu lors des pires moment de la dernière récession.

Alors, pourquoi ces événements se produisent dans un pays où l'économie se porte si bien ?

Je reçois régulièrement ces mêmes anecdotes de gens qui vivent un peu partout aux Etats-Unis. Nous ne vivons pas encore **l'implosion économique du Venezuela**, mais nous en prenons le même chemin.

Au Venezuela et comme partout ailleurs dans le monde, lorsque les conditions économiques se dégradent, les crimes avec violence augmentent. J'ai prévenu à maintes reprises que cela arriverait, et malheureusement, **ça a déjà commencé à se produire dans les grandes villes partout aux Etats-Unis...**



Selon les dernières études, 2016 s'annonce être encore plus meurtrière

que l'année dernière dans plus de 24 grandes villes américaines puisque les homicides augmentent à un rythme encore plus élevé.

Chicago, Los Angeles, Dallas et Las Vegas ont vécu le pire. L'augmentation des homicides observée en 2015, a été mise en évidence avec l'accélération des meurtres au cours des trois premiers mois de 2016.

Les autorités policières et les experts expliquent que cette hausse par rapport à l'année dernière est due à de nombreux facteurs, y compris à une légère hausse des gangs et de la violence liée à la drogue. Pourtant, beaucoup pensent que les citoyens interagissent différemment maintenant depuis la montée du mouvement **Black Lives Matter** qui cherchent à changer les comportements et à se méfier de la police.

Bien entendu, nous n'avons même pas encore évoqué le pire.

Ce que nous avons vu jusqu'à présent n'est juste que le début du chaos qui se met en place aux Etats-Unis.

Avant d'aller plus loin aujourd'hui, je veux parler d'un certain nombre de choses.

Tout d'abord, le Dow Jones a baissé de 180 autres points aujourd'hui, et quelqu'un aux Etats-Unis parie des sommes sans précédent puisqu'il pense qu'un accident majeur sur les marchés se profile. **Il suffit de consulter le graphique ci-dessous.**



Vous achetez des instruments financiers tels que le UVXY lorsque vous pensez que le marché va s'effondrer. Donc, s'il y a un effondrement majeur des marchés dans un très proche avenir, celui qui a acheté la totalité de ces actions souhaite faire d'énormes gains.

Deuxièmement, **j'ai déjà tiré la sonnette l'alarme en septembre sur la situation de la Deutsche Bank**, le géant bancaire allemand. Et bien sûr, son cours de bourse a plongé plus tôt cette année à un plus bas historique.

Mais maintenant, les rumeurs augmentent sur des difficultés plus importantes pour ce pilier du système financier européen. **Ce qui suit provient de James Chappell, analyste de Berenberg...**



Trop de problèmes encore: Le plus gros problème est que la Deutsche Bank a trop d'effet de levier. Selon nos mesures, nous pensons que la Deutsche Bank a un effet de levier supérieur à 40. Elle peut soit réduire les actifs ou augmenter le capital pour remédier à ce problème. Dans le premier cas, le niveau des marchés ne peut pas lui permettre de suivre cette voie. Dans le second cas, cela semble également impossible à l'heure actuelle, étant donné que la rentabilité de l'activité principale est sous pression. La recherche de capitaux extérieurs est également susceptible d'être difficile en terme de gestion étant donné qu'il serait quasiment impossible d'offrir tout type de retour sur ce nouveau capital investi.

Gardez un œil sur la Deutsche Bank. Elle pourrait bien devenir le prochain "Lehman Brothers" dont tant de gens s'attendent à voir arriver.

Actuellement, on ne voit que la partie émergée de l'iceberg, mais je suis convaincu que la partie immergée ne le restera pas très longtemps.

Le système financier mondial commence à s'effondrer, et ce même pendant que vous lisez cet article, et cela va avoir d'énormes implications pour chacun d'entre nous dans les années à venir.

Donc, même si les choses vont mal actuellement pour la classe ouvrière aux Etats-Unis, la vérité est que cela va s'aggraver dans un proche avenir.

Source: theeconomiccollapseblog

Olivier Delamarche: Février 2014: Jusqu'où peut-on aller, avant qu'une insurrection générale ne se déclare ?

BusinessBourse Le 22 Mai 2016



<https://youtu.be/G7qTYWAeROA>

« *Je trouve qu'il y a une passivité des populations qui est extraordinaire ! Quand vous voyez ce qui se passe en Grèce : jusqu'où peut-on aller jusqu'à ce qu'un peuple se révolte ?* », s'interroge l'analyste macro-économiste Olivier Delamarche, gérant de [Platinum Gestion](#) et membre des [Econoclastes](#).

Voici donc le 12^{ème} et dernier épisode d'**une série de courts reportages didactiques consacrés à l'économie contemporaine et sur l'impact qu'elle a sur chacun(e) d'entre nous.**

Réalisée par le collectif [Devenons Citoyens](#), elle apporte des éléments de réponses à toutes celles et ceux, inquiets pour leur avenir et celui de leurs enfants, qui cherchent à comprendre simplement les mécanismes financiers de la mondialisation.

« *Va-t-on vers une série de révolutions violentes ?* » Pour répondre à cette intéressante question, Devenons Citoyens a donc rencontré Olivier Delamarche.

Ce spécialiste scrute l'économie depuis des décennies pour le compte de ses clients car il est avant tout conseiller dans la gestion d'investissements financiers et patrimoniaux pour [Platinum Gestion](#).

Son point de vue n'est pas celui d'un théoricien de l'économie. Son travail consiste, non seulement à analyser les données statistiques mais surtout à

décrypter ce qui se cache derrière les chiffres ! Son leitmotiv : « *Ayez toujours l'esprit critique et ne prenez pas pour argent comptant ce que l'on vous martèle à longueur de journée !* »

Au-delà des désaccords et des polémiques qui agitent les milieux économiques, il expose simplement les faits sur un ton pragmatique non sans humour... Et leurs conséquences sur le quotidien de chacun d'entre nous. Accrochez-vous car l'homme n'a pas sa langue dans sa poche !

Aux limites

Par James Howard Kunstler – Le 16 mai 2016 – Source kunstler.com



Si le ministère de la Justice d'Obama était vraiment honnête au sujet de ses orientations en matière de toilettes transgenres, il aurait indiqué clairement l'obligation de fournir une nouvelle, et distincte, troisième catégorie de toilettes ou des vestiaires pour les personnes qui s'identifient comme transgenre. Cela aurait donné à ces personnes un endroit sûr, privé, pour leurs besoins biologique sans que les deux autres catégories de personnes, hommes et femmes, soient mal à l'aise.

En fait, une telle troisième option existe déjà dans de nombreux lieux publics : les toilettes pour handicapés. Celles-ci pourraient facilement être rebaptisées «personnes à mobilité réduite et transgenres» – leur principale caractéristique étant qu'elles ne permettent une occupation que par une personne à la fois, ce qui évite tout effet sur les autres. Et il ne serait pas nécessaire d'envisager une rénovation coûteuse des bâtiments publics.

Mais non, le ministère de la Justice de M. Obama a décidé de créer un antagonisme envers un grand nombre d'hommes et de femmes, en les forçant à fréquenter les personnes transgenres, menaçant de retirer le financement des écoles

fédérales si elles ne permettaient pas aux personnes à la sexualité ambiguë d'utiliser les toilettes où elles se sentent le mieux.

Cela révèle la fantastique certitude béate de la gauche politique, supposant que des questions telles que la nature du comportement transgenre soit bien comprise et tranchée – par exemple, que le transgenre est en réalité une véritable catégorie sexuelle plutôt qu'un trouble psychologique, un problème de développement, une mode extrême ou un fantasme. Je ne suis pas du tout convaincu que tout cela soit réglé, et qu'en dépit de la pensée magique omniprésente des bataillons de la justice sociale il en soit ainsi.

Il devrait être clair, après quelques années d'hystérie de cette justice sociale dans ce pays, que la coercition est maintenant la méthode de choix sur le côté gauche du champ de bataille de la guerre culturelle : vous devez croire ce que nous croyons, ou faire face à une punition. En bon démocrate, déclaré au moment de la guerre du Vietnam, je n'apprécie pas énormément cette approche politique oppressive. J'apprécie encore moins les supposés intellectuels grand public et les leaders d'opinion au sein du gouvernement, du milieu universitaire et des médias, qui vont de pair avec cette conduite despotique – qui inclut de ruiner les moyens de subsistance et la carrière de certains de leurs collègues respectables.

Bien que je ne sois pas généralement favorable à l'extrême droite politique, en particulier à sa branche évangélique qui a adopté des tactiques coercitives et punitives bien avant la gauche, je pense que les gouverneurs de Caroline du Nord et du Texas ont un nouveau cas de ce différend transgenre autour des toilettes, mais j'espère que leurs avocats vont argumenter sur une base autre que celle de la littérature et de la pure obstination boboïste.

Vous avez peut-être remarqué que de plus en plus, nous vivons dans une société où tout va et où rien n'a plus d'importance. Nous y sommes arrivés grâce à l'éradication progressive des frontières, en particulier entre les catégories sociales et les comportements. Certaines personnes trouvent cela exaltant et d'autres trouvent cela inquiétant. J'arrive à croire que l'élimination des frontières n'est pas tout à fait une bonne chose. Nous pourrions probablement bénéficier, je pense, d'avoir davantage de limites plus fermes, plutôt que de les effacer progressivement.

Malgré le fait que beaucoup de gens que j'y associe soient des gens dotés de sens artistique et ayant une inclination progressiste, je ne suis pas en faveur du mariage gay, et j'ai été abondamment couvert d'opprobre pour cela. Considérant ce que je sais, par exemple, sur les conséquences imprévues des rendements décroissants de la technologie, je ne considère pas comme une petite chose de se mêler

d'institutions sociales qui sont plus vieilles que l'Histoire. Nous ne savons pas quels sont les effets éventuels du mariage gay sur l'ordre social, pas plus que nous ne savons que les conséquences des [Atomes pour la paix](#) seraient Tchernobyl et Fukushima. Les choses se passent dans l'Histoire, car elles semblent être une bonne idée à un moment donné. Puis le temps passe et nous découvrons que ce n'était pas le cas.

J'étais en faveur des unions civiles pour les couples homosexuels, étant donné que les dispositions juridiques des meubles et des biens n'est pas une mince affaire dans un partenariat cassé, comme les questions médicales et la prise en charge des enfants entraînés dans ces partenariats; une méthode d'[adjudication](#) était de toute évidence nécessaire. Mais il n'était pas nécessaire de l'appeler mariage. Pourquoi faire cette distinction? Pour la raison fondamentale que toutes les choses et conditions des choses ne sont pas exactement les mêmes. Voilà exactement le problème avec le genre de relativisme extrême qui règne sur la gauche ces jours-ci. Tout est permis.

En fait, je soupçonnais alors et je le pense encore, que la croisade pour le mariage gay relevait plus la recherche d'une approbation officielle par l'État pour le comportement homosexuel, que d'une question juridique. En d'autres termes, il s'agissait de sentiments – qui sont devenus la base de l'argumentation pour pratiquement tout en politique ces jours-ci. Toute personne en désaccord avec ces sentiments a été qualifiée d'homophobe et ses idées sur la question ont pu être tout simplement rejetées comme une phobie, une peur terrible, un mauvais sentiment, plutôt qu'une position raisonnée sur le fonctionnement de la société. Je n'étais pas phobique ou craintif au sujet des personnes identifiées comme gay. Mais je ne croyais pas alors, et je n'y crois toujours pas, que nous comprenons parfaitement ce comportement, et que c'est une question réglée – contrairement aux [shibboleths](#) du moment.

Le cas est similaire avec les transgenres. Nous prétendons seulement savoir de quoi l'on parle, car cela donne un sentiment confortable de supériorité – que nous sommes de meilleures personnes pour nous en accommoder, parce que la route du progrès humain est toujours vers l'avant, et que nous sommes à la fine pointe de ce voyage vers l'utopie. Je n'achète pas cette histoire, pas plus que je ne crois qu'une installation de vomi en plastique sur le plancher du Whitney Museum puisse être une œuvre d'art autant que [Le Déjeuner sur l'herbe d'Édouard Manet](#).

L'Amérique a un problème de limites et un problème de frontières, qui perturbent à la fois les particuliers et les sociétés. Une caractéristique commune des sociétés en déclin est une préoccupation pour une sexualité hors norme, qui est exposée

sans cesse dans cette République dansant le [twerk](#), valorisant et célébrant la subversion sexuelle dans les arts. Le gouvernement Obama rendra un très mauvais service à cette nation en dangereux déclin, en provoquant encore plus la dissolution des frontières sociales, à un moment où nous avons tant d'autres problèmes politiques convergents à combattre.

Telle est la grande contradiction, en passant, de Donald Trump. Il a attiré l'attention de tant d'électeurs, en invoquant le cas de notre frontière brisée avec le Mexique – une frontière politique qui est assez simple à comprendre pour la plupart des citoyens. Mais Trump lui-même fonctionne en fait en brisant les frontières érigées par son propre parti concernant une conduite politique acceptable. Ainsi, Trump incarne parfaitement le pétrin où se trouve notre nation : l'Amérique a une personnalité déviante. Elle est un danger pour elle-même et pour les autres.

James Howard Kunstler

Traduit par Hervé, relu par Nadine pour le Saker Francophone

[Voici pourquoi le pétrole pourrait continuer à grimper](#)

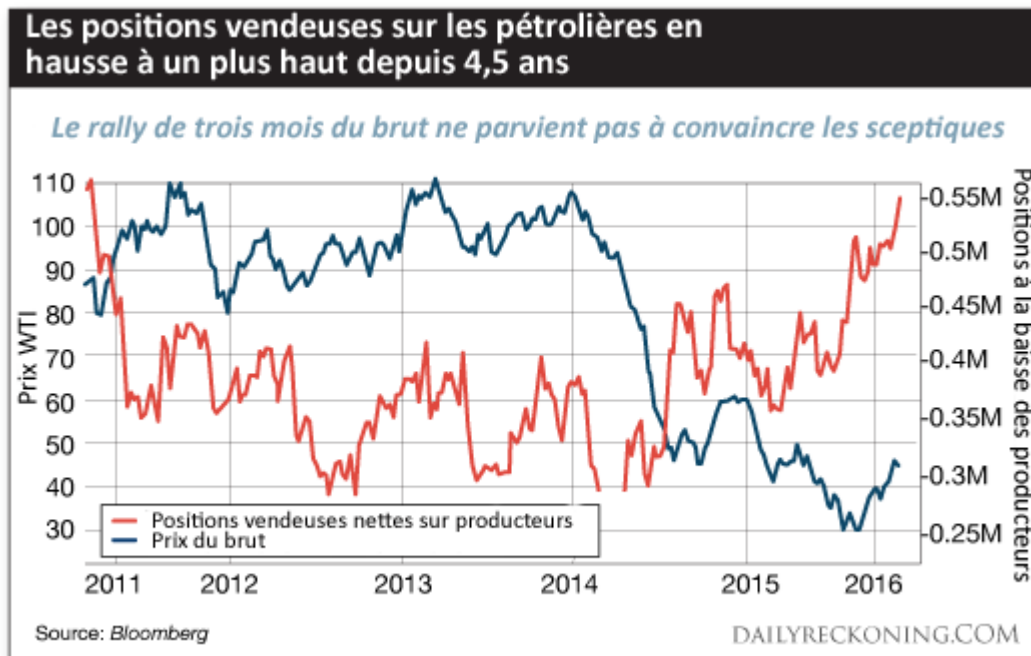
Rédigé le 20 mai 2016 par Greg Guenther, La Chronique Agora

Le pétrole brut continue de grimper vers de nouveaux sommets en 2016, atteignant 48 \$ pour la première fois depuis près de cinq mois.

Tous ceux qui travaillent dans le pétrole doivent danser de joie ! Les haussiers sur l'énergie sont de retour !

Sauf que ce n'est pas vrai... Personne ne se réjouit de la hausse continue du pétrole semaine après semaine.

« [Les producteurs de pétrole] ont rehaussé leurs pronostics sur des prix qui continuent à chuter au plus haut niveau en quatre années et demi. Les stocks américains de pétrole sont restés à un plus haut de 87 ans, alors que la catastrophe naturelle au Canada et les attentats en Afrique ont réduit la production », rapporte Bloomberg. « Un sentiment négatif a continué à se développer dans le groupe pour la troisième semaine d'affilée, la plus longue tendance depuis février ».



Nous avons donc des positions short sur le pétrole de plus en plus nombreuses après que le brut a connu un marché baissier brutal de 18 mois. Personne — vraiment personne — ne pense que le pétrole peut continuer sa progression à la hausse.

Qu'en penser pour le pétrole alors ?

Où étaient ces baissiers sur le pétrole lorsque le brut s'échangeait à plus de 100 \$ début 2014 ? Plus important encore, où sont les haussiers sur le pétrole en ce moment ?

Il faut chercher longtemps avant de les trouver. Mais certains analystes du pétrole revoient finalement leurs prévisions. Il y a quelques jours, Goldman Sachs a relevé ses prévisions sur le prix du pétrole à 45 \$ pour le deuxième trimestre — en hausse par rapport aux 35 \$ prévus en mars dernier. Même cette revue à la hausse est fondamentalement obsolète, cela dit. Le brut a déjà dépassé ce chiffre la semaine dernière et se dirige vers les 50 \$...

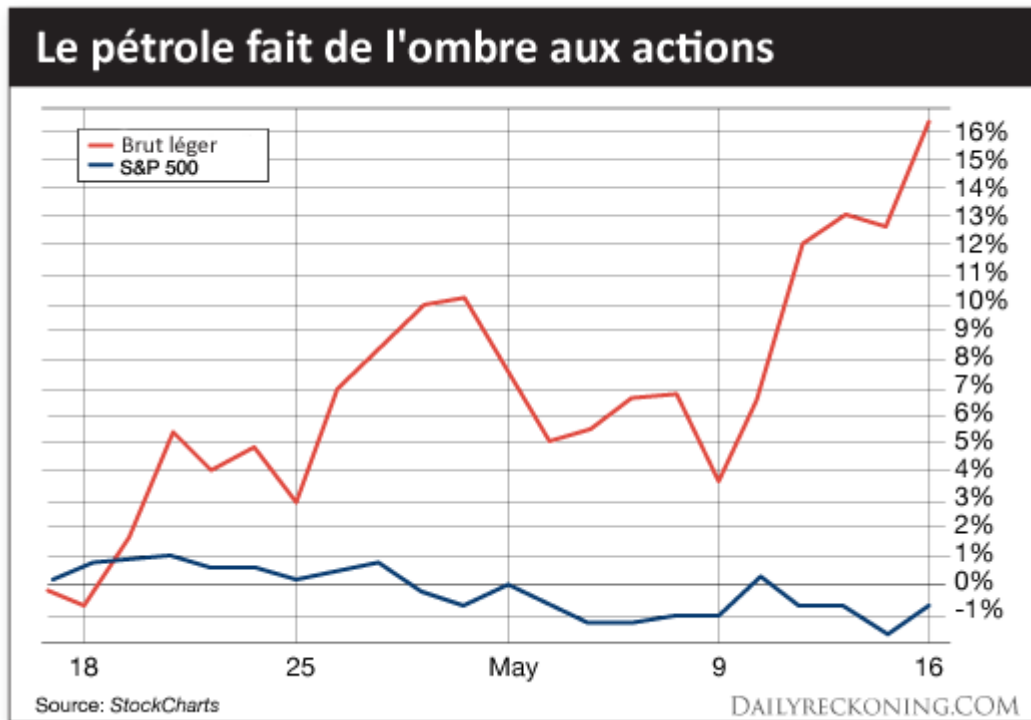
Je ne vais pas vous faire perdre votre temps avec une prévision sur le prix du pétrole pour la semaine prochaine, le mois prochain ou l'année prochaine. Au lieu de cela, je vais prédire qu'après ce qui s'est passé hier, beaucoup de gens vont commencer à sérieusement revoir leur opinion sur le pétrole.

L'un des grands thèmes récurrents des marchés cette année a beaucoup tourné sur le lien entre le pétrole et les actions. Tout le monde s'inquiétait que le brut entraînant le marché à la baisse avec lui alors qu'il atteignait ses plus bas en février. L'opinion la plus partagée lorsque les actions ont commencé à grimper était qu'elles ne pourraient pas aller bien loin si le pétrole n'était pas lui aussi de la

partie.

Une corrélation subtile

Nous avons remarqué par le passé que le pétrole et les actions ne sont pas corrélés statistiquement. Mais ils ont été corrélés directionnellement dans une certaine mesure cette année. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Les principaux indices ont tous chuté de plus de 1% hier mais le pétrole, lui, est resté ferme dans sa quête des 50 \$...



Au cours de ces quatre dernières semaines, le brut a gagné plus de 16%. Le S&P 500 a reculé de près de 1% au cours de la même période. Pour deux actifs que la plupart des gens adorent comparer, ils ne semblent s'accorder entre eux sur rien...

Par ailleurs, le pétrole présente des catalyseurs supplémentaires qui pourraient l'envoyer vers 50 \$ le baril. La plupart des gens s'attendent à ce que les données des stocks de pétrole révèlent une baisse de 3,5 millions de barils. Si nous constatons une chute plus importante, nous pourrions avoir une poursuite renforcée du rally.

Certaines valeurs énergétiques entrent dans le vert tandis que d'autres secteurs souffrent. Restons donc sur les valeurs pétrolières qui sont en train de se distinguer. Vous avez maintenant l'opportunité d'entrer dans le secteur de l'énergie tandis que continue à se dérouler ce rally d'incrédulité...

Plus d'infos sur : <http://la-chronique-agera.com/petrole-grimper/>

Napoléon : les secrets de famille

Rédigé le 23 mai 2016 par Bill Bonner

Nous étions de passage à Paris pour la Pentecôte.

Nous avons dîné dans une brasserie de quartier, rue de la Tour-Maubourg. Brillamment éclairée, avec des stores rouges et des cuivres luisants, elle est généralement pleine de vie, de bruit et de gens. Samedi, nous étions aussi seul qu'un libertarien — le seul convive de l'endroit.

« Ce n'est pas seulement le jour férié », nous a dit un chauffeur de taxi. « C'est comme ça depuis les attentats de novembre. On vit du tourisme... et les touristes ne viennent plus ».

Il n'y avait pas la moindre file au Musée de l'Armée, aux Invalides, que nous sommes allé visiter. L'endroit abrite une grande collection d'objets militaires.

On pourrait y passer des semaines à étudier des siècles et des siècles de gaffes pompeuses et de désastres majestueux. Mais nous avons une destination particulière et un objectif spécifique.

Nous explorions des secrets de famille...

Mythes et héros

Chaque nation... chaque peuple... a besoin de ses mythes, de ses légendes et de ses héros.

Pendant un temps, Napoléon Bonaparte a semblé prouver que la France était « le pays d'exception ».

La nation avait la culture la plus avancée au monde... le gouvernement le plus progressiste... les meilleurs art et architecture... et ses armées quasi-invincibles, menées par le Hannibal de son époque, le grand génie militaire — l'empereur Napoléon 1er.

Il a réussi à recréer le Saint-empire romain, rassemblant l'Europe sous un joug unique près de 200 ans avant l'Union européenne.

Mais après la catastrophe en Russie — ayant envahi le pays avec 400 000 soldats, il est revenu avec moins de 40 000 — la Grande Armée française ne semblait plus si grande. Et son commandant en chef ne semblait plus aussi génial.

Les mythes tiennent les nations. Mais qu'est-ce qui tient les mythes ?

Ah, cher lecteur, nous aimerions bien le savoir. Pour Napoléon, le désastre suivant fut Waterloo, où il se retrouva pris entre l'enclume de Wellington et le lourd marteau de Blücher.

C'est alors que ses amis et partisans l'abandonnèrent... le laissant aux tendres soins de l'armée britannique. Il fut donc envoyé sur une minuscule île de

l'Atlantique sud — Sainte-Hélène.

Le pays le plus proche de Sainte-Hélène est l'Afrique du Sud. C'est de là qu'était originaire l'épouse d'un lointain cousin... une femme que nous avons rencontrée il y a des années à Londres, alors qu'elle était déjà nonagénaire.

« A la mort de Napoléon », nous a-t-elle expliqué, « mes ancêtres — qui étaient avec lui sur cette épouvantable île — ont émigré en Afrique du Sud pour se lancer dans la viticulture. Ils ont très bien réussi ».

« Le grand-père de ma mère était le fils d'Henri Bertrand, le général favori de Napoléon. Le général a tout partagé avec l'empereur... même son exil ».

Un exil partagé

Aux Invalides, une exposition est consacrée à « Napoléon à Sainte-Hélène ».

Les conservateurs ont rassemblé les meubles, livres et effets personnels de sa période d'exil dans l'Atlantique sud. On peut également voir un film montrant l'île qui lui servait de prison, et la maison que les Britanniques lui avaient préparée.

L'époque était plus civilisée. Sainte-Hélène n'était pas Guantanamo. La maison était agréable, confortable et presque élégante. Il y avait des jardins et des vergers... et une vue sur la mer lointaine.

Nous avons vu les vêtements de nuit de Napoléon, soigneusement pliés sur le dossier d'une chaise orientale. Nous avons vu ses livres et son secrétaire. Nous avons vu sa baignoire... et sa table de billard.

Et puis nous avons vu ce que nous recherchions.

Il y avait deux tableaux représentant la mort de Napoléon. Tous deux montrent la même scène : un petit groupe s'est rassemblé autour de l'empereur sur son lit de mort. La seule femme du groupe, la comtesse Bertrand, est particulièrement visible, avec ses enfants.

Le général Bertrand est assis à côté du lit, jambes croisées, l'air angoissé. Sa femme est debout, penchée vers le mourant, ses deux petits-enfants à ses côtés.

« Je suis peut-être l'une des dernières à le savoir », nous a dit la vieille dame, « mais à vous, je peux le dire, comme vous êtes de la famille. Au cours des ans, de nombreuses personnes se sont demandées pourquoi le général Bertrand avait suivi Napoléon en exil avec sa femme et ses enfants. Il n'y était absolument pas obligé ; il n'avait pas été banni ».

« Mais ma mère m'a dit que le général Bertrand partageait tout avec Napoléon. Même sa femme ».

La vieille dame baissa les yeux. Un petit sourire passa sur ses lèvres ridées. « Vous savez comment sont les Français ».

Les victimes d'une société sans cash

Rédigé le 23 mai 2016 par Eric J. Fry

La guerre contre le cash est un thème récurrent dans nos Chroniques — non parce que nous manquons d'imagination pour écrire sur un autre sujet mais plutôt parce que le roulement des tambours de cette guerre semble s'amplifier... et se rapprocher. Il n'y a pas un jour sans qu'un responsable politique, un think tank reconnu ou un universitaire sérieux ne clame les mérites d'une société sans cash.

Ces mouches du coche sont toutes d'accord pour affirmer que le cash est mauvais parce que les trafiquants de drogue et les fraudeurs l'utilisent. Toutes sont également d'accord pour dire qu'interdire l'argent liquide serait une bonne chose parce que le gouvernement pourrait alors exercer un meilleur contrôle sur la masse monétaire.

La stupidité de ce raisonnement me rappelle cet ancien terme légal, *res ipsa loquitur*, « la chose parle d'elle-même ».

Dans l'histoire de l'humanité, a-t-on jamais vu un gouvernement agir en conscience pour préserver et protéger la richesse individuelle mieux qu'un individu pourrait protéger sa propre richesse ?

L'intérêt personnel est un instinct puissant et plein de ressources. En fait, l'intérêt personnel est si plein de ressources qu'il imaginerait certainement divers moyens illégaux pour faire échouer une mutation partielle ou totale en faveur d'un commerce sans cash.

La société sans cash : un risque à plusieurs niveaux

Autrement dit, les victimes d'une société sans espèces ne seraient pas les trafiquants de drogue ni les fraudeurs fiscaux. **Les victimes seraient vous et moi** — ceux qui commettent rarement un crime plus grave que celui de traverser la rue hors des passages piétons.

Nous serions obligés de détenir toute notre richesse intangible en monnaie purement numérique. Pire, cette monnaie numérique ne pourrait résider que dans des comptes et enregistrements numériques de ce qui deviendrait une banque totalement numérique. En d'autres termes, 100% de notre richesse intangible serait susceptible d'être l'objet de cyberattaques 24h/24, 7j/7. Et ce n'est là sans doute pas le plus grand risque qu'une société sans cash imposerait aux éventuels épargnants.

Le plus grand risque serait que les autorités monétaires abusent de leur pouvoir

sur la masse monétaire. Un euro piégé à l'intérieur du système bancaire national est un euro que le gouvernement pourrait choisir de taxer, de confisquer ou de maltraiter de mille manières... pour le bien collectif, naturellement.

La guerre contre le cash est une guerre contre l'indépendance financière des individus. Ce serait donc une bonne idée de préparer vos défenses maintenant, avant que la loi exige que toutes les richesses personnelles prêtent allégeance au cash numérique.

Plus d'infos sur : <http://la-chronique-agera.com/victimes-societe-sans-cash/>
Copyright © Publications Agora

« Soros joue la baisse des actions et... l'or. Et vous? !! »

L'édito de Charles SANNAT 23 mai 2016

Mes chères impertinentes, mes chers impertinents,

Il n'y a même pas 15 jours, je vous ai fait part dans un article de **la stratégie plus qu'instructive de Druckenmiller**, celui qui fut durant des décennies le stratège d'un autre « monstre sacré » de la finance, à savoir George Soros.

Depuis, Druckenmiller avait préféré clôturer son fonds et rembourser tous ses clients (vous apprécierez à ce niveau-là l'éthique et la moralité, ce qui pour une fois chez moi est sans ironie).

La raison ? Vous pourrez la lire en détail dans **mon article qui lui était consacré** mais en deux mots, il anticipait déjà une impossibilité totale de faire du « rendement » et de verser de la « performance » dans un monde économique totalement à la dérive où les banques centrales sont prêtes à tout même à l'absurde absolu, avec par exemple la mise en place de taux d'intérêt négatifs.

Aujourd'hui, je voulais vous parler justement des décisions de gestion récentes de George Soros que l'on ne présente plus. Ici, point question de morale ou de politique mais uniquement la froide lucidité économique.

Soros parie sur la chute des bourses... et sur l'or !

On apprend, par cet article du très sérieux **site financier américain d'informations Bloomberg**, que le milliardaire George Soros se prépare à une période sombre en se débarrassant de plus d'un tiers de ses actions, en pariant sur la chute des marchés boursiers et pour investir dans l'or.

Une source gouvernementale a déclaré lundi que la valeur des parts détenues par le Soros Fund Management a chuté de 37 % fin mars, soit une baisse de 3,5 milliards de dollars.

« Soros a acquis 1,05 million de parts du SPDR Gold Trust et a pris, fin mars, une participation pour 264 millions de dollars dans le plus gros producteur d'or, Barrick Gold Corp. Avec 1,7 % de Barrick, ceci en fait la principale ligne américaine de son fonds. »

Vers une aggravation de la déflation liée à l'effondrement de l'économie chinoise

George Soros, qui a construit une fortune de 24 milliards dollars par le biais de spéculations audacieuses sur les marchés, a mis en garde contre les risques venant de Chine, faisant valoir que l'économie chinoise alimentée par la dette ressemble aux États-Unis en 2007-08, au début de la crise financière mondiale.

Il a déclaré qu'un atterrissage brutal de l'empire du Milieu était « pratiquement inévitable », ajoutant qu'une telle crise ne ferait qu'aggraver les pressions déflationnistes mondiales, que cela entraînerait une baisse importante des actions et que tous les investisseurs allaient se ruer sur les obligations d'État du gouvernement américain.

Du coup, et malgré cette anticipation de déflation, George Soros achète de l'or... ce qui est étrange lorsque l'on anticipe la déflation car de façon traditionnelle, il est admis par les économistes qu'en cas de déflation, le « cash is king » ce qui veut dire « la monnaie est reine » !! Logique puisque la déflation c'est la baisse des prix donc à quantité de monnaie égale, vous achetez plus ; en clair, le pouvoir d'achat de votre monnaie s'apprécie.

C'est, en théorie, vrai. En pratique, c'est totalement faux et pour plusieurs raisons. Sans me lancer dans un cours sur tous les exemples passés, retenez simplement que tous les épisodes hyperinflationnistes démarrent par une période déflationniste et en luttant contre la déflation, les banques centrales créent les conditions du retour de l'inflation.

En pratique également, dans le contexte actuel, il ne faut pas oublier le surendettement massif de l'ensemble des pays et des acteurs économiques. Or une déflation entraîne une insolvabilité généralisée... D'où l'idée d'avoir de l'or !!

Soros et ses placements en or

« George Soros a également acheté des contrats d'options haussières sur 1,05 million d'actions dans le SPDR Gold Trust, qui suit le prix du lingot. De plus, le

fonds a pris une participation dans le plus grand producteur mondial du métal, Barrick Gold Corp., d'une valeur de 264 millions \$ à la fin de mars. Soros a acquis 1,7 pour cent de Barrick, ce qui en fait la plus grande participation des États-Unis figurant sur la liste du fonds. »

Donc en clair, Soros a investi dans un fonds qui réplique les cours du lingot et dans la plus grosse société minière mondiale.

Alors vous pouvez continuer à acheter de l'assurance vie, à suivre les bons conseils de la presse spécialisée à l'avis très autorisé et de votre banquier préféré qui vous-veut-du-bien et n'en veut pas du tout à votre argent, en continuant à croire que le rôle d'une banque est d'augmenter votre patrimoine !!

Si vous n'êtes pas aussi naïf que cela, vous savez ce qu'il vous reste à faire.

En attendant, mes chers amis, préparez-vous, il est déjà trop tard !

Protectionnisme ! Aux USA, l'acier chinois frappé d'une taxe de 522 %

Le protectionnisme n'est avant tout qu'une question de rapport de force et de capacité que vous avez à imposer votre force à l'autre.

Lorsque nos europathes nous expliquent doctement que le protectionnisme c'est « sale », ou « pas bien », ils se situent dans le champs d'une forme de « morale » qui n'a rien à voir ni avec l'économie ni avec la politique ou les relations internationales.

Lorsque nous autres européens, nous abdiquons notre droit à nous protéger en présentant la chose sous un angle « idéologique » et de « posture » d'ouverture au monde, c'est pour mieux masquer notre incapacité et notre refus à aborder les choses sous l'angle du rapport de force.

Le protectionnisme est une évidence économique car la concurrence n'a strictement aucun sens lorsque les distorsions sont trop importantes, ce que l'on sait depuis des siècles.

Les Américains n'hésitent donc jamais à imposer les barrières douanières qu'ils souhaitent...

Nous sommes les rois des abrutis menés par des goinfrosaires plus ou moins vendus à d'autres intérêts que ceux des peuples qu'ils sont censés diriger et mener.

Charles SANNAT

Grèce : le FMI insiste et fait pression pour un allègement de la dette « insoutenable » !!

C'est un article du journal marxiste *Le Figaro* (c'est de l'humour et il faut comprendre justement l'inverse) qui vous apprendra que l'institution communiste du FMI (là aussi humour) considère la dette des méchants grecs qui l'ont bien cherché (humour noir) comme insoutenable avec 180 % du PIB !!

Oui mais la dette grecque a déjà été réduite... c'est vrai. Sauf que d'abord les intérêts continuent à s'accumuler et que surtout le PIB a tout simplement chuté de façon colossale et que si votre PIB vaut 100 et votre dette 100, votre ratio de dette sur PIB est de 100 %. Logique, tout le monde à compris.

Mais si votre PIB chute à 50... et que votre dette RESTE à 100 (elle n'augmente pas), votre ratio dette sur PIB lui passe à 200 %...

C'est juste qu'encore une fois, mettre un pays sous plan d'austérité, faire baisser son PIB et l'entraîner dans la déflation cela ne peut conduire.... qu'à l'insolvabilité !!

Alors comment aider la Grèce?

C'est aux Grecs d'être responsables de leur choix collectif en tant que peuple. Et nous, Européens, devrions les affranchir d'une éventuelle sortie de l'euro en disant que nous pouvons leur rendre leur liberté économique et monétaire de façon ordonnée car cela se finira de cette façon-là, à moins que le contribuable européen paye, ou que la BCE rachète toute la dette grecque en imprimant les billets nécessaires, mais jamais la Grèce ne remboursera ce monceau de dette absurde.

Je considère que plus on attend, plus cela coûte cher. Mieux vaut se couper un doigt (le PIB grec représente une toute petite part du PIB européen) que de prendre le risque que la gangrène n'emporte tout le corps. Et non les Grecs ne sont pas une maladie. Nous les emprisonnons et nous leur demandons l'impossible avec une monnaie qui est déjà trop forte pour la France... Alors imaginez pour les pauvres grecs !

Charles SANNAT

[Source Le Figaro ici](#)

Le danger d'une hausse des taux d'intérêt

Posté le 13 mai 2016 par *Bruno colmant*

A l'exception du reflux de la crise souveraine des pays périphériques, les taux d'intérêt sont en baisse depuis l'introduction de l'euro, voire depuis le début des années quatre-vingts. Ce tassement des taux reflète essentiellement un contexte déflationniste et récessionnaire, lui-même entraîné par de nombreux facteurs, tels

le vieillissement de la population, le manque de demande et d'investissement, le grippage des circuits du crédit bancaire, etc. À l'évidence, la politique de l'euro fort, menée entre 2008 et 2015 et destinée à lui assurer une crédibilité internationale alors que la crise grecque mettait en évidence la vulnérabilité du dispositif monétaire, a accentué la spirale déflationniste. Il en est de même avec les politiques d'austérité budgétaire qui ont été édictées à contretemps et dont la cristallisation, sous forme de Pacte de stabilité et de croissance, est sans doute une erreur historique, comparable à celles qui furent commises dans les années trente.

Mais si les taux d'intérêt sont bas, est-il raisonnable d'imaginer qu'ils oscillent indéfiniment autour des planchers historiques (depuis plusieurs siècles !) que nous constatons ? Sauf à être un adepte de la stagnation séculaire, j'ai la conviction que ce ne sera pas le cas puisque l'objectif des mesures monétaires est de réinsuffler une inflation qui aura comme conséquence mécanique d'élever les taux d'intérêt à long terme. Il ne s'agirait pas d'une augmentation des taux d'intérêt réels (qui correspondent au taux de croissance de l'économie), mais plutôt d'une augmentation liée au risque de crédit et au retour de l'inflation.

Mais il y a un autre facteur plus fondamental qui va immanquablement entraîner une augmentation des taux : c'est la dette publique. Cette dette atteint aujourd'hui des sommets inconnus en période de paix, et à tout le moins son niveau le plus élevé, en termes relatifs et absolus, depuis la seconde guerre mondiale. Or, singulièrement, le risque associé à l'importance de cette dette publique n'est pas reflété dans le taux d'intérêt. Pour s'en convaincre, il suffit de penser au fait que l'Etat belge a émis un emprunt (certes modique) d'une maturité d'un siècle à un taux nominal de 2,3 %. Si l'objectif de la Banque centrale européenne d'atteindre un taux d'inflation de 2 % est réalisé (et il le sera au terme des politiques d'assouplissement monétaire), cela signifie que le risque associé à l'Etat belge et la rémunération réelle des créanciers (c'est-à-dire leur rémunération pour la dépossession de l'épargne) est de 0,3 %. A l'intuition, ce montant est insuffisant. Il est donc probable, sinon certain, que la prime de risque souveraine, c'est-à-dire l'exigence de rémunération pour prêter à des Etats dont l'endettement augmente structurellement, va augmenter.

Au reste, il y a un invariant économique : il est impossible de conserver l'intangibilité d'une monnaie lorsque les forces et les contingences dont elle doit assurer les équilibres sont en voie de changement. Le déséquilibre des finances publiques finit toujours (et c'est une loi universelle) à corrompre et à avilir une monnaie. Cela signifie que l'excès d'endettement public conduit irrémédiablement à un ajustement monétaire, comme sa dilution dans l'inflation au travers de sa monétisation (pratique mise en œuvre par la Banque centrale européenne) ou par

sa réduction autoritaire (comme ce fut le cas dans de nombreux pays, dont Chypre). Sans les deux cas (inflation ou réduction autoritaire), le prix de la monnaie, c'est-à-dire le taux d'intérêt, augmente puisque la stabilité du pouvoir d'achat de la monnaie n'est plus assurée et que le risque des émetteurs publics augmente. Un chiffre est, à cet égard, révélateur : la dette publique de la zone euro a quasiment augmenté de 50 % en dix ans, soit à un taux largement supérieur à l'objectif d'inflation de 2 %. Il y a donc eu une augmentation réelle de cette dette à un rythme qui excède la dépréciation de la monnaie alors que les taux d'intérêt baissaient. C'est une contradiction.

Inversement, on pourrait argumenter que les taux d'intérêt doivent rester bas car les Etats, qui sont à la corde budgétaire, ne peuvent pas s'en permettre l'augmentation. C'est d'ailleurs cette perspective qui a conduit la Banque centrale européenne à créer de la monnaie en prenant en gage des obligations d'Etat, c'est-à-dire en les monétisant. Mais les lois du marché ont leur dynamique propre : les programmes de monétisation auront un terme et le risque ne peut pas indéfiniment être camouflé par des injections monétaires. Le seul recours qu'auront les Etats pour s'assurer un financement à taux d'intérêt bas serait de forcer, par différentes mesures réglementaires déjà appliquées, les banques et entreprises d'assurances à souscrire leurs obligations. C'est ainsi que les dettes d'Etat sont considérées comme exemptes de risques, et donc ne nécessitant aucune garantie en capitaux propres pour les institutions financières, contrairement à toute autre contrepartie privée. Mais là aussi, il y a une contrainte : sans prise de risque, les institutions financières ne peuvent pas offrir un rendement satisfaisant à leurs déposants, titulaires d'assurances-vie et actionnaires, sauf à envisager une nationalisation ouatée de tous les circuits financiers.

Ceci étant, faut-il craindre cette augmentation des taux d'intérêt ? La réponse est nuancée. Une augmentation brutale des taux est peu probable, car elle serait contrecarrée par les banques centrales. Au reste, elle pourrait avoir un effet dévastateur sur les marchés d'actifs. Sur base de données moyennes, la valeur des marchés d'actions et d'obligations pourrait baisser de l'ordre de 10 % en cas d'improbable hausse brutale des taux d'intérêt à long terme d'un pourcent. Par contre, une augmentation progressive des taux serait l'annonce d'une normalisation monétaire et donc un signe positif d'extraction d'un contexte extrêmement singulier. Dans cette dernière hypothèse, les taux seraient progressivement augmentés par une action haussière sur les taux à court terme, qui se diffuserait par capillarité sur les taux d'intérêt à long terme. Si cette augmentation des taux d'intérêt correspondait à une pression inflationniste, l'effet négatif en serait atténué.

En conclusion, quel que soit l'angle d'approche, la rigueur intellectuelle conduit à devoir envisager une hausse des taux d'intérêt à long terme. Il n'est donc pas raisonnable de considérer que le contexte actuel puisse perdurer indéfiniment.

Europe: notre passé ou une histoire passée?

Posté le 22 mai 2016 par Bruno colmant

Parfois, je ressens un effroi devant une perception de dégénérescence européenne. À ces moments, il faut bien sûr éviter de tomber dans la pathologie des théories déclinistes, qui accompagnent d'ailleurs toute l'évolution humaine. Mais, pourtant, des questions doivent être posées.

Nous sommes un continent âgé et géré par des dirigeants qui ont, eux-mêmes, été imprégnés des dimensions morales européennes que les générations successives diluent. Ce qui était le passé de la mémoire des guerres devient l'histoire des plus jeunes. Ne sommes-nous pas ancrés dans des réalités disparues, à savoir celle d'un continent deux fois martyr des guerres et qui en avait tiré une certaine légitimité humaniste ? Le risque est donc que les fondements de l'Europe, à savoir la nécessité d'assurer la paix entre des pays qui partagent des frontières communes, soient progressivement disqualifiés.

De plus, la croissance du monde s'enfuit à l'Est et à l'Ouest, reflétant des évolutions démographiques et capitalistes sur lesquels nous n'avons plus prise. Les foyers de croissance de l'économie digitale ne sont plus situés en Europe. Et puis, que représentons-nous encore en termes géopolitiques, voire militaires ?

Les sources d'énergie se tarissent au même rythme que la population vieillit. Cette même population est rassemblée sur des postulats d'Etat providence dont une élémentaire honnêteté intellectuelle devrait conduire au constat qu'ils sont impossible à financer.

Politiquement, l'Union Européenne est devenue une technocratie confédéraliste plutôt qu'un facteur de vision stratégique, sans parler de la monnaie unique dont les fondations économiques sont d'une extrême fragilité.

Ne vivons-nous pas dans un mélange de temps anciens sans comprendre que la gravitation du monde s'est déplacée latéralement ? **Je crains que nous ne prenions pas la mesure des changements civilisationnels.**

LE DERNIER RESSORT DES BANQUES CENTRALES

par François Leclerc 23 mai 2016

Les banques centrales ne sont pas exemptes de tout reproche, il s'en faut. Leurs

oreilles sifflent, à force d'être critiquées pour en faire trop ou au contraire pas assez. Mais ces derniers temps, une mise en garde d'un nouveau genre leur est adressée : elles prendraient le risque d'épuiser toutes leurs munitions et de se retrouver démunies lors de la prochaine alerte.

Autant dire que l'ambiance n'est pas franchement à l'optimisme, et ce ne sont pas les longues hésitations de la Fed, qui se contente de « laisser la porte ouverte » à une augmentation de ses taux, qui y contribuent. Les chiffres de l'inflation et du chômage aux États-Unis ne font pas la décision, autre signe que rien ne va plus comme avant si la banque centrale ne se fie plus à ses indicateurs de référence. Dans un tel climat, faute de critères établis, les analystes énumèrent tous les facteurs d'incertitude, qui ne manquent pas. Incorrigibles, ils évoquent de mystérieux *cycles économiques*, rassurants parce qu'ils suggèrent qu'après la pluie vient le beau temps, pour se demander si l'économie américaine ne serait pas arrivée *en bout de cycle*, c'est à dire vers le bas de celui-ci. Après la Chine, les États-Unis ne seraient plus en mesure de *tirer* la croissance...

Comme un malheur n'arrive jamais seul, les mécanismes de la transmission monétaire ne fonctionneraient plus, laissant cette fois-ci les banques centrales non plus sans munitions mais avec des armes enrayées. Ce sont deux connaisseurs, les gouverneurs de la banque centrale de l'Inde et du Danemark, qui l'affirment. L'agence Bloomberg cite le danois Lars Rhode, qui est aux premières loges pour le constater, ayant été le premier à pénétrer dans les territoires inconnus des taux négatifs.

S'il a raison, les préceptes monétaristes qui ont depuis des décennies conduit le pilotage de l'économie par les banques centrales sont tout simplement à remiser. La conclusion doit s'imposer : la politique monétaire a permis pendant des décennies de contenir l'inflation, mais elle ne peut plus rien lorsqu'il faut au contraire la libérer et elle ne parvient au mieux qu'à contenir la déflation.

Bien sûr, remarque le gouverneur danois, tout cela pourra n'être plus tard qu'un mauvais souvenir, mais quand ? Il faut s'attendre à ce que cela prenne très longtemps si l'on observe ce que le marché anticipe, répond-il. Pourrait-on devancer l'appel en accroissant la stimulation monétaire, se demande-t-il encore ? Non, il ne le pense pas, estimant que l'efficacité marginale de la politique monétaire est vouée à diminuer. Raghuram Rajan, son collègue indien, n'est pas plus optimiste et conseille dans le Financial Times de ne pas attendre de forte croissance de nos économies âgées ainsi que de la faiblesse des taux qui est destinée à durer.

Afin de détromper ceux qui enterrent trop vite les banques centrales, certains sont

partisans de leur confier une mission salvatrice de la dernière chance. L'argent pourrait descendre du ciel et favoriser la relance, larguée d'un *Helicopter Money* qu'elles feraient décoller. Ouf, tout le monde ne se résout pas à leur impuissance ! Mais quel serait le destin de l'argent ainsi jeté par les fenêtres ? Un tel acte ne serait-il pas vain, puisqu'il serait tentant de mettre celui-ci de côté, dans l'attente que le geste soit renouvelé, de crainte que cela ait une fin ? La création monétaire est décidément un miroir aux alouettes.

Bourse, l'atterrissage se passe bien, Yellen s'enhardit

Bruno Bertez 20 mai 2016

Il est impossible d'analyser le marché en termes techniques, ceux qui s'y essaient se prennent à chaque fois l'escarpolette dans les dents et se déconsidèrent. Il n'y a rien à prévoir par ce que rien n'est prévisible.

On l'a vu cette semaine avec le nouveau contrepêd qui a dribblé les traders sur la nième volte face de la Fed.

On croyait que sa politique était encore « data dependant », en réalité elle est totalement arbitraire, même les données économiques ne sont plus déterminantes. L'économie flirte avec la stagnation.

Ce que l'on retire du dernier compte rendu, c'est que si il n'y a pas d'affaiblissement, il y aura hausse des taux. Ce qui est très différent des formulations précédentes.

Avant la Fed disait « si les chiffres s'améliorent encore, nous monterons les taux » cette fois elle dit « si il n'y a pas d'affaiblissement, nous monterons les taux ». C'est plus qu'une nuance, cela veut dire que la tendance est à la hausse des taux, spontanément. Il faut un élément nouveau pour qu'il n'y ait pas de hausse.

Ceci démontre clairement que nous sommes dans l'arbitraire, on change les critères afin de rationaliser une décision qui est gouvernée par d'autres préoccupations. Et ces préoccupations, sont claires: c'est la situation sur les marchés financiers. La situation est bonne, elle permet la hausse des taux, car l'atterrissage se passe bien, car on est sur un plateau et c'est ce que recherche la Fed.

La Fed ne joue pas l'économie, elle joue, elle pilote la Bourse. La Fed a peur de la baisse de la Bourse et elle veut coûte que coûte la faire atterrir en douceur. Le problème, la priorité c'est la stabilité financière car elle sait qu'elle a perdu le

contrôle de l'économie réelle.

La Fed pilote la bourse, son bilan est élevé, la bourse est riche



Toutes les relations quantitatives entre la monnaie, les taux et les variables de l'économie réelles se sont détériorées, et même brisées. Le seul pouvoir qui reste est celui de piloter les marchés, celui-là fonctionne encore car il est fondé sur la croyance.

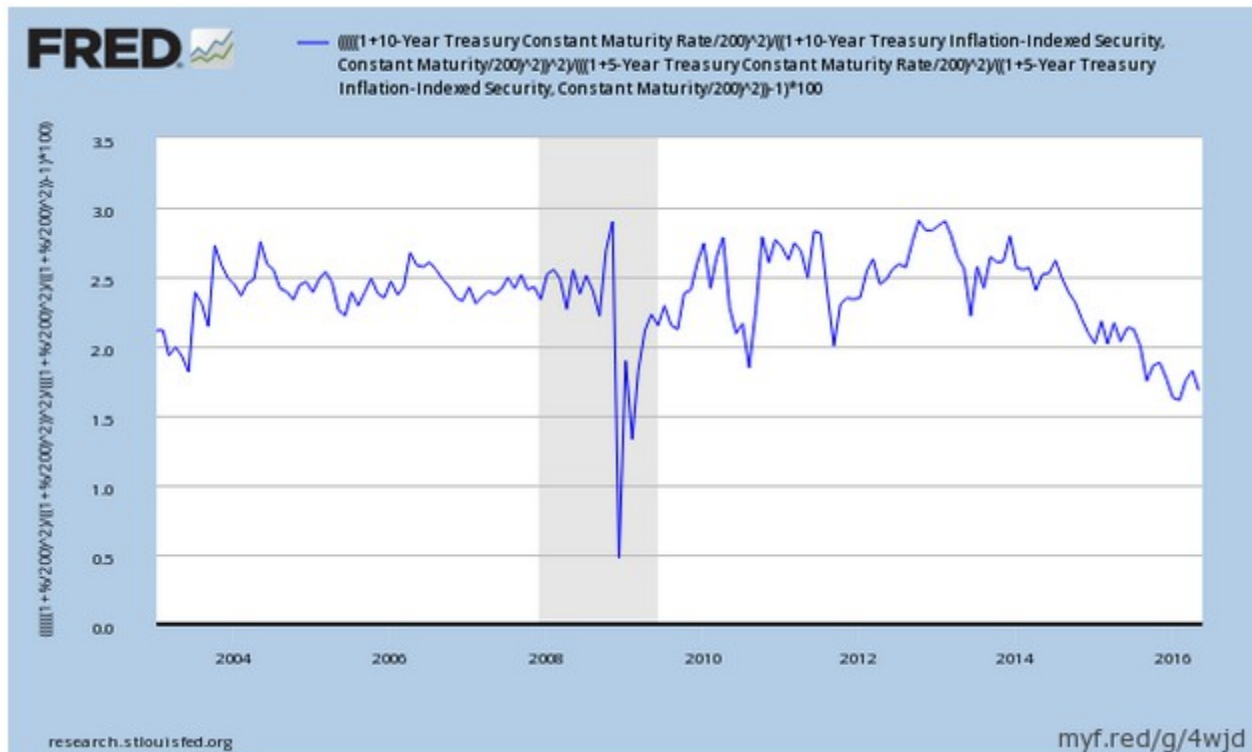
L'histoire dira que la période 2006-2016 a été celle de l'aveuglement persistant. La Fed a voulu jusqu'au bout croire qu'elle maîtrisait le réel et jouait un vrai rôle de conduite des affaires, alors qu'elle ne fait que gérer le bruit, le vacarme des marchés financiers, des changes et des dérivés.

L'histoire dira que la Fed plutôt que de reconnaître son impuissance et d'abandonner son dirigisme a préféré le dissimuler derrière son verbiage stérile, masque de son impuissance.

Le Quantitativisme, cela ne marche pas dans un monde ouvert et en mutation, les relations entre les variables sont instables. D'ailleurs rien n'est stable : le système de transmission, la vitesse de circulation, la demande de monnaie etc . Et la gestion par les taux courts qui est censée prolonger le quantitativisme est un échec encore plus net qui oblige à des gesticulations ridicules pour expliquer la succession des conundrums. La gesticulation la plus ridicule étant celle du fameux conundrum de l'excès d'épargne mondiale! La tarte à la crème de l'excès d'épargne mondiale est le refuge de l'ignorance des Maîtres , refuge qui leur sert à maintenir les illusions. Sans parler de son mythe complémentaire, celui de l'insuffisance de la demande globale, de notre Révérend Bernanke.

La réalité est que rien depuis le début de la crise ne se passe comme la Fed le souhaite. et bien sur il en va de même pour Draghi et Kuroda.

Les marchés ne partagent ni les analyses ni les prévisions de la Fed : aucune anticipation de redressement de l'inflation ou d'accélération de l'activité.



En fait elle est obsédée par la logique, par la gravitation boursière, qui veut que lorsque les taux montent, la valorisation théorique des actifs financiers recule. Certains font valoir qu'historiquement les marchés financiers montent avec les taux, cela est vrai mais ils oublient que la situation présente est exceptionnelle et que d'habitude on monte les taux quand la croissance se renforce et que les profits progressent or, cette fois elle est faible et les bénéfices faiblissent. L'histoire n'est d'aucun secours sous cet aspect atypique.

En fait c'est une dérive constante, les masques tombent au fil du temps, ce qui est caché se donne à voir de plus en plus nettement... et les prises de conscience par les opérateurs sont, elles aussi de plus en plus adaptées: la seule logique est celle de l'atterrissage, on ne veut pas de casse.

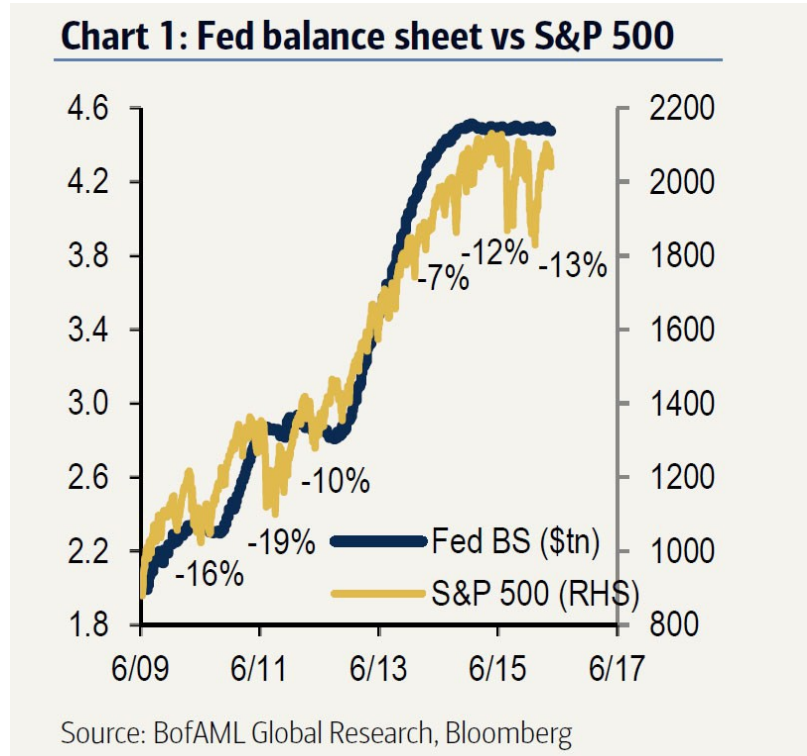
Pour « trader » il faudrait non pas utiliser la technique ou l'analyse mais la théorie des jeux complexes. Nous sommes dans un jeu de cache cache.

Même après la hausse des taux en Juin, si elle a lieu, les conditions financières objectives resteront très laxistes, et ce qui sera déterminant ce sont les conditions

psychologiques.

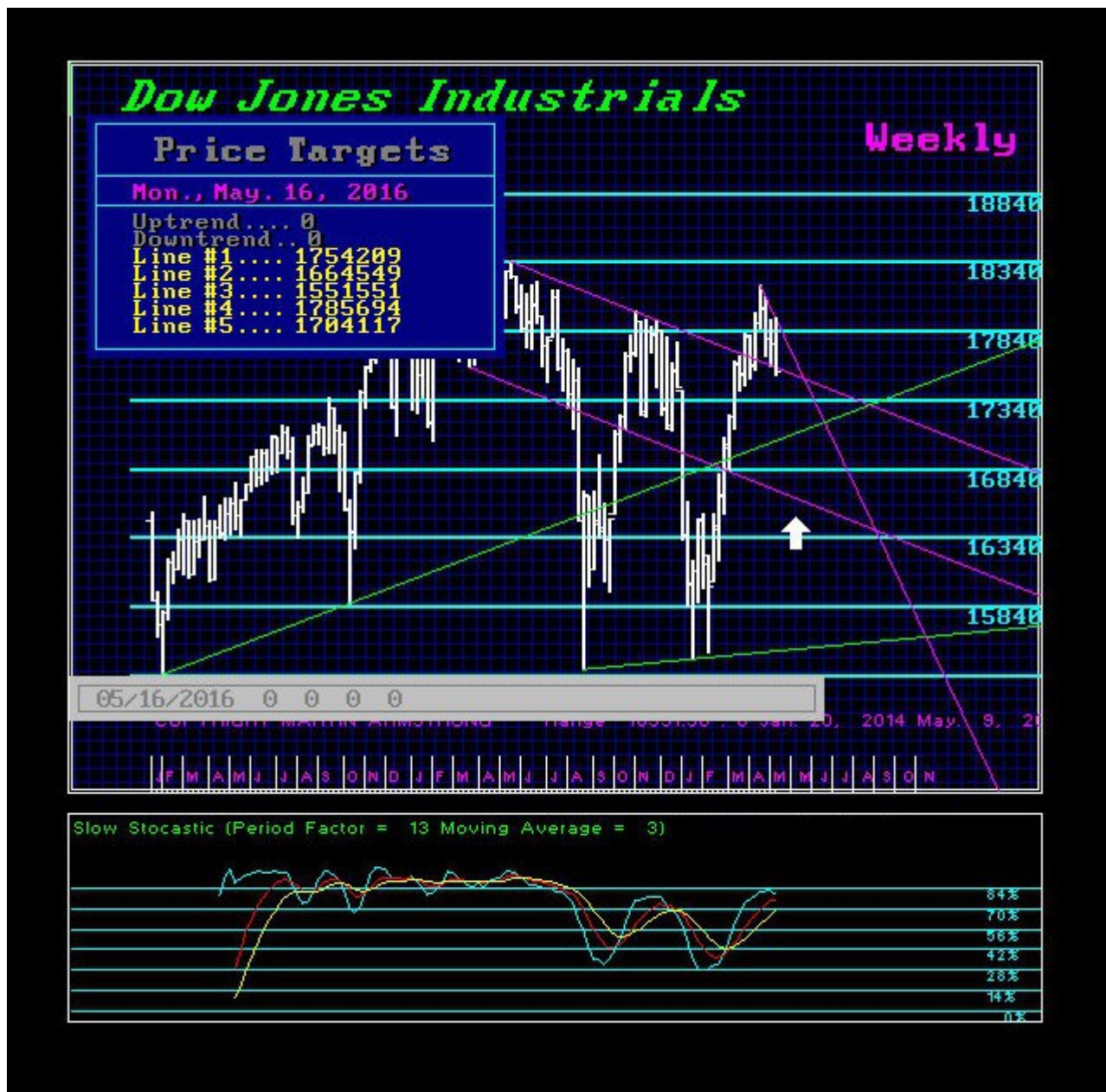
Selon l'état de l'humeur on peut aussi bien se mettre en risk-on qu'en risk-off.

Le vrai risque, c'est celui de l'instabilité financière, la volatilité est réapparue en début 2016



Pensez que pour beaucoup d'investisseurs, la question du Brexit est une incertitude, et qu'une réponse en faveur du maintien -ce qui est plus le probable- peut être interprété comme un signal d'achat. Enfin comme à l'accoutumée, les brokers sell-side s'évertuent à instiller l'espoir d'une amélioration conjoncturelle au second semestre.

Ce qui émerge , mais n'est pas encore pris en compte, c'est un léger mais assuré regain inflationniste. Le thème devrait peu à peu montrer le bout du nez.



Vous allez devoir payer votre banque pour qu'elle garde votre argent !

Par Isabelle Mouilleseaux. Publié le 23 mai 2016

La suppression du cash vous obligera à laisser votre argent sur votre compte. Cet argent sera taxé sans que vous ne puissiez vous y opposer.



La BPCE (*Banque Populaire et la Caisse d'Épargne*) frappe la première. La banque répercute à ses clients les taux négatifs qui lui sont appliqués par la banque centrale. Dit autrement, la banque facture des commissions pour les comptes créditeurs en banque.

Vous devrez payer pour déposer votre argent à la banque

C'est comme si votre banquier venait vous voir et vous disait :

« Cher monsieur BonPère, dorénavant vos dépôts seront taxés. »

Si vous avez bien suivi vos cours d'économie lorsque vous étiez étudiant, vous lui répondrez sans doute :

« Monsieur le banquier... mes dépôts ne font-ils pas vos crédits ? Vous travaillez et gagnez de l'argent avec MON argent que vous transformez en prêt long terme. C'est bien votre business non ? Alors pourquoi dois-je vous payer une taxe sur MON argent qui VOUS rapporte ? »

Votre banquier vous expliquera alors la chose suivante :

« Mais monsieur BonPère... rendez vous compte de ma situation : vous avez mis 10 000€ sur votre compte courant. Soit je fais travailler cet argent en le transformant en crédit. Mais s'il n'y a pas de demande... je suis obligé de déposer votre argent chaque nuit à la banque centrale !

Et la banque centrale me facture à chaque fois 0,4% (prorata temporis).

Donc votre argent me coûte de l'argent mon cher Bonpère... Vous comprenez ? »

Non... Vous n'y comprenez rien. Votre logique est restée scotchée sur le carreau. Votre esprit rationnel est pris en défaut. Si, bientôt, vous percevez de l'argent en contractant un emprunt immobilier et que les déposants qui sont à l'origine du prêt sont prélevés... ce n'est pas normal. Nous expérimentons quelque chose qui relève

de l'absolue irrationalité. C'est ainsi.

Les banques centrales ont tellement injecté d'argent qu'il y en a trop dans le circuit

On ne sait plus qu'en faire. Et comme en face la demande de crédit n'est pas là, on se retrouve avec trop d'argent sur les bras.

L'économie réelle n'a pas faim. On ne fait pas boire un âne qui n'a pas soif, surtout lorsqu'il est déjà surabreuvé de liquidités en tous genres...

Alors l'argent reste coincé dans les sphères financières, crée des bulles et enrichit les plus riches.

Nous caricaturons, nous direz-vous. Peut-être. Mais sur le fond, n'est-ce pas ce qui se passe ?

Les entreprises seront taxées par la BPCE à quand les particuliers ?

La répercussion des taux négatifs sur votre compte courant, vous n'y avez jamais cru ? Vous vous disiez que c'était bon pour les Suisses, les Allemands, les Suédois... mais qu'en France cela n'arriverait jamais ?

Et bien si. Nous y sommes.

Dorénavant, les dépôts bancaires des grandes entreprises seront taxés à hauteur de 0,4% par la BPCE (*Banque Populaire-Caisse d'Épargne*). Le mouvement est lancé, les autres banques suivront, nécessité de reconstituer leurs marges oblige.

Et nous pouvons d'ores et déjà vous décrire l'étape suivante : il y aura extension de cette politique aux comptes courants des particuliers.

Mais bien sûr, là encore vous n'y croyez pas... et pourtant, c'est déjà le cas chez certains de nos voisins européens.

Il y a une parade... pour l'instant

Les assureurs l'ont bien compris et ont été les premiers à s'engouffrer dans cette brèche. Ces derniers disposent de montagnes de cash ; or les déposer à la banque centrale leur coûte 0,4%. Et 0,4% sur des milliards d'euros, cela finit par coûter très cher.

Du coup, le réassureur Munich Re, plutôt que de payer cette pénalité, commence à retirer son argent de la BCE et le transformer en cash (argent « sonnante et trébuchant »), cash qu'il stocke dans des coffres. Là au moins, pas de ponction. Les caisses d'épargne bavaroises, aussi fières que rebelles, font de même.

Vous l'avez compris, pour contourner la taxation, il faut débancariser son argent, le conserver en cash.

Voilà pourquoi les transactions en cash sont plafonnées !

Mais la fuite des dépôts est une horrible menace pour les banques... Voilà pourquoi les transactions cash sont limitées en France à 1 000 euros. Voilà aussi pourquoi la BCE a décidé il y a quelques jours de ne plus imprimer le billet de 500€.

Bannissement du cash, répression financière... cher lecteur les temps sont durs. L'étau chaque jour se resserre.

La suppression du cash vous obligera à laisser votre argent sur votre compte. Les taux négatifs pourront alors s'enfoncer en territoire négatif pour vous obliger à dépenser votre argent pour faire tourner l'économie réelle.

Dépenser ou être taxé, telle sera alors l'alternative

Et ne nous dites pas que c'est impossible, la société sans cash existe déjà. En Suède.

La banque centrale sera alors arrivée à ses fins. Mais à quel prix ! Au prix de votre liberté de choix, cher lecteur. De votre liberté tout court.

Le système monétaire et financier basé sur le crédit sans fin, et piloté d'en haut de façon ultra-centralisée, est devenu incohérent, détraqué. Une véritable fuite en avant, effrénée, dans une voie sans issue...

Depuis des millénaires c'est toujours la même histoire :

- Trop d'argent tue la valeur de l'argent.
- Et trop de dettes étouffe le système de production et la création de richesses réelles.

Une grande purge est inévitable. Une table rase de tout. Le grand soir... C'est ainsi que se sont toujours soldées les périodes de folie monétaire. Et la bonne nouvelle, c'est que nous pourrons alors rebondir. Repartir de zéro. Renaître.

Tout n'est, et n'a toujours été que cycle

Voyez le crédit comme l'univers. Sa perpétuelle expansion, va ralentir, s'arrêter, puis se contracter brutalement et imploser sur lui-même sous son propre poids. C'est le *big crunch*.

Mais je n'ai pas de réponse précise à la question qui brûle vos lèvres :

« Où diable en sommes-nous dans ce cycle qui a débuté en 1971 avec la fin de la convertibilité du dollar en or. »

La montée des eaux menace 1,2 milliard de personnes

Biosphere 18 mai 2016

thèse : La montée des eaux menace 1,2 milliard de personnes d'ici à 2060. Cette projection repose sur le scénario d'un réchauffement à 3 °C, correspondant aux « contributions nationales » remises par les Etats lors de la COP21. Des engagements qui devront être revus pour tenir l'objectif de l'accord de Paris de contenir le réchauffement « bien au-dessous de 2 °C ».*

antithèse : Actuellement les engagements nationaux pour réduire les émissions de gaz à effet de serre s'inscrivent dans une perspective de 3 °C de réchauffement, bien au-delà de l'engagement pris par la communauté internationale en décembre 2015 à Paris de rester « largement sous les 2 °C ». Comme chaque année, les délégués des 195 pays membres de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) sont rassemblés à Bonn, en Allemagne, depuis lundi 16 mai, pour une session de négociations techniques. Le premier chantier est de constituer le groupe de travail chargé de concrétiser l'accord de Paris, baptisé « APA », pour Ad hoc Working Group on the Paris Agreement (« Groupe de travail ad hoc sur l'accord de Paris »)** . Bla bla bla... Nous avons besoin d'une ambition bien plus forte pour réduire radicalement les émissions, et d'un rythme bien plus rapide dans la mise en place des stratégies nationales affichées.

synthèse activiste : Les écologistes veulent faire pression sur les Etats pour qu'ils respectent leurs engagements de ne pas dépasser un réchauffement de 2 °C sur la planète, qui impliquent de laisser 80 % des énergies fossiles dans le sous-sol. En Allemagne, des activistes du climat bloquent une centrale à charbon. « Il faut vraiment voir cette mine pour comprendre l'obscénité de la destruction, ça donne littéralement envie de pleurer. Ce paysage, c'est ce que l'industrie des fossiles va faire de notre planète si nous ne les arrêtons pas », a confié Tadzio Mueller, militant écologiste allemand. Aux Etats-Unis, des centaines de manifestants se sont également rassemblés dans les Etats de New York et de Washington pour mener des actions contre des raffineries pétrolières.*** Mais le rapport de force est bien insuffisant. En conséquence il y aura 1,2 milliard de personnes menacées par la montée des eaux d'ici à 2060 !!!!!!!!!

* LE MONDE du 18 mai 2016, La montée des eaux menace 1,2 milliard de personnes d'ici à 2060

** LE MONDE du 18 mai 2016, Climat : difficile mise en œuvre de l'accord de Paris

*** LE MONDE du 16 mai 2016, En Allemagne, des activistes du climat bloquent une centrale à

Quelques mythes à propos des armes

Pierre Templar 23 mai 2016



Il est bien connu que les mythes ont la vie dure, justement parce que ce sont des mythes. C'est à dire des choses auxquelles les gens croient sans qu'ils n'aient pris la peine de les vérifier.

Ceux qui concernent les armes ne sont pas moins coriaces, bien évidemment. Nous allons donc passer en revue quelques-uns de ceux-là.

Il est probable que pour la plupart, le fait d'en discuter le bien-fondé ne changera pas grand chose. Mais je sais aussi qu'il y a parmi mes lecteurs des survivalistes intelligents ; Ces quelques réflexions leur sont donc tout particulièrement dédiées...

MYTHE 1. On ne peut pas tirer de manière précise avec une arme de poing

Il est courant d'entendre cet argument pour ce qui est des revolvers dotés d'une course de détente longue et dure, ou des semi-autos qui ont une double action pour le premier coup, et une simple action les coups suivants. Le fait est que cela rend plus difficile un tir rapide et groupé, mais cela ne devrait pas non plus être une

excuse systématique pour de faibles performances.

Si vous avez une arme compacte qui d'après vous " arrose " lors de tirs à la cible, alors je vous suggère de la caler sur un banc et de vider un chargeur (ou un barillet) à 10 ou 15 mètres. Autant vous dire que vous pourriez être surpris du résultat, une fois que vous aurez vu de vous-même la précision que possèdent en général ces joujoux...

Si vous avez suffisamment investi de temps et de pratique dans le fait de serrer vos doigts de manière uniforme autour de la crosse tout en gardant le pouce relâché, et de focaliser patiemment sur le guidon en pressant lentement la détente dans un mouvement droit, alors il n'y a pas de raison pour que vous sortiez d'un groupement de 5 cm de large. Et la bonne nouvelle est que vous pouvez pratiquer dans votre salon, à blanc, sans utiliser aucune munition. Et une fois que vous aurez pratiqué avec une arme dotée d'une détente longue et dure, vous serez capable de le faire avec n'importe quelle arme.

Bien entendu, certains possesseurs de pistolets vont me dire qu'ils ne gardent pas de balle dans le canon, et que le fait de manœuvrer la culasse en sortant leur arme va automatiquement armer le chien, transformant le premier coup en une simple action. Certes. Je répondrai à ceux-là qu'en opération, une arme de poing doit toujours être chargée, c'est à dire avec une balle dans le canon, et prête à faire feu. Pour compenser la perte de la simple action, il est même courant de garder le chien armé en permanence.

Ce port, avec une balle dans le canon et le chien armé, est un classique pour les heureux possesseurs de Colt 45. Au départ de l'action, le pouce de la main qui dégaine abaisse le cran de sûreté, et l'arme est prête à faire feu. Les armes modernes telles que le SIG, par exemple, peuvent se porter sans problème de cette manière, soit encore avec une balle dans le canon et le chien rabattu. Dans ce cas, le doigt n'aura plus qu'à presser la détente dans un mouvement régulier (d'où l'importance de l'entraînement).

Les pistolets moins élaborés peuvent nécessiter de laisser la chambre vide, pour plus de sécurité, et de manœuvrer la culasse à la sortie de l'arme. Ce mouvement peut s'avérer peu commode à réaliser d'une manière tactique avec les pistolets dotés d'un ressort de culasse très dur, et a aussi le désavantage de nécessiter les deux mains. A moins de disposer d'un étui rigide et de " racker " son arme sur celui-ci, voire sur l'arête d'un ceinturon en cuir un peu épais. C'est aussi un

mouvement qui peut faire du bruit suivant la manière dont il est fait, détail qui peut avoir son importance en fonction des conditions du moment.



L'extraordinaire SIG P226 - Ici en édition Navy Seals

MYTHE 2. Il est préférable de s'entraîner à disperser le tir plutôt qu'à le grouper

Le raisonnement ici est le suivant : En pratiquant le tir à la cible, on devrait faire en sorte de disperser les coups de manière à faire plus de dégâts à plus d'organes et donc stopper plus vite son agresseur. En ce qui me concerne, je crois l'exact opposé. C'est à dire qu'on devrait pratiquer le tir groupé, et ajouter progressivement de la vitesse, du mouvement, et/ou du stress. Il existe de bonnes raisons à cela.

Primo : Gardez à l'esprit que le fait d'être capable de réaliser un tir groupé est un test décisif. Au plus vous pourrez le faire rapidement, et au plus vos aptitudes mécanique, visuelle et mentale pour le tir seront meilleures. Au plus vous mettrez de temps, voire si vous en êtes incapable, et au plus vous serez bon pour reprendre l'entraînement depuis le début... Pour vous donner une idée, voici en vidéo ce que l'on peut appeler un tir groupé :



Secundo : Lorsque vous savez que vous êtes capable de grouper vos tirs, votre confiance en vous-même augmente d'autant. Et lorsque vous êtes en confiance, vous êtes plus calme. Lorsque vous êtes plus calme, et que vous restez en contrôle lors de situations de stress extrême, vous produisez moins d'adrénaline, bénéficiez d'un rythme cardiaque plus lent, supprimez l'hésitation dans la décision, et permettez à votre cerveau de fonctionner à son plus haut niveau. Tout cela va mener à la capacité à voir et identifier la menace plus rapidement, à réagir plus rapidement, et à le faire à un niveau proche de ce que vous pourriez réaliser dans des conditions optimales.

La confiance est l'un des nombreux facteurs du succès. Elle ne va pas garantir celui-ci, mais il est certain qu'un manque de confiance va grandement augmenter vos chances d'échecs lors de situations de stress extrême.

Tertio : Essayons d'analyser plus en détail ce mythe qui consisterait à disperser les tirs pour accroître les dommages...

En théorie, cela pourrait être vrai, du moins avec une carabine ou un fusil. Mais une arme de poing n'est pas une carabine ou un fusil. Une arme courte telle qu'un revolver ou un pistolet est un outil relativement pathétique pour ce qui est de stopper un danger mortel en un temps suffisamment court, lorsque celui-ci émane d'une personne déterminée qui se trouve à courte distance (un attaquant déterminé

étant quelqu'un qui ne va pas détalier à la seule vue d'un canon pointé dans sa direction). Pour s'en persuader, il suffit de comparer les puissances d'arrêt des calibres d'armes de poing par rapport à celles des armes longues.

Pour ce qui est de ce mythe en particulier, deux choses :

La première est que le fait de réaliser un tir groupé sur un morceau de papier statique agrafé sur un support lui-même immobile, ne signifie pas forcément que l'on va faire la même chose sur une cible dynamique lorsqu'on est soi-même en train de se déplacer. Si vous vous entraînez pour grouper sur deux centimètres, ou du moins suffisamment serré, alors vous serez peut-être capable de grouper sur les sept ou huit cm que vous recherchez pour le combat lorsque vous ajoutez la rapidité, le stress, et le mouvement.

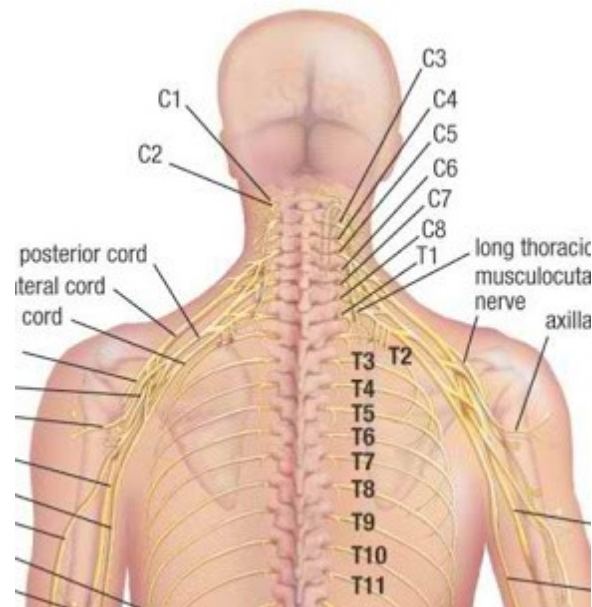
Si vous insistez à vouloir rester sur 15 ou 20 cm à l'entraînement, sans être capable de grouper, alors les statistiques et les faits prouvent que vous manquerez probablement votre agresseur malgré 8 ou 10 coups tirés.

Deuxièmement, gardez à l'esprit que même la meilleure munition défensive est faible et sous-dosée comparée à celle d'une arme longue. A partir de là, le fait d'être capable " d'empiler " vos balles les unes sur les autres coup après coup serait une chose extrêmement intéressante. Mais si vous les empilez à droite et au-dessous du nombril, alors vous perdez votre temps et gaspillez vos munitions.

Si vous visualisez votre attaquant en trois dimensions, comme vous devriez le faire, en visant au travers en direction des vertèbres T3-T4, alors vous obtiendrez probablement le résultat suivant : La première balle va utiliser beaucoup de son énergie pour percer les vêtements et le sternum, ou un autre os ; La deuxième devrait aller 5 cm à côté et utiliser la majeure partie de son énergie à traverser elle aussi les barrières naturelles. Ou alors, elle pourrait passer exactement dans le premier trou, et avoir suffisamment de punch pour stopper le système circulatoire ou même bloquer le système nerveux central en percutant la colonne.

Une telle chose arrivera-t-elle ? Probablement que non. Le premier exemple est plus réaliste. Les chances pour que vous passiez exactement au même endroit lors du second tir sont infimes voire quasiment nulles. Mais dans le premier cas, le fait d'aligner deux balles très proches l'une de l'autre va entraîner une onde de choc très localisée, donc forcément plus incapacitante que si elles avaient touché des zones diamétralement opposées. C'est une bonne raison pour essayer d'empiler ses

coups les uns sur les autres, plutôt que d'ajouter de trop nombreuses variables à l'équation...



Les vertèbres T3-T4

MYTHE 3. Toutes les facultés motrices fines se perdent sous l'effet d'un stress extrême

C'est un argument qui a toujours déclenché les passions, aussi bien d'un côté que de l'autre.

Beaucoup de professionnels qui ont été au combat à de multiples reprises vous diront que c'est faux. Des gens que l'on aurait par définition plutôt tendance à croire. D'après eux, ce ne sont pas les facultés motrices les plus fines qui s'écroulent sous l'effet du stress, mais les gens eux-mêmes. Dès lors, il serait possible par l'entraînement de s'immuniser contre le stress, jusqu'à pouvoir être capable de répliquer dans le calme et de manière précise, tandis que les autres perdraient toutes leurs facultés ou " gèleraient " sur place.

C'est un argument plutôt flou, et il est inutile de dire qu'il vous faudra sans doute un certain niveau de pratique avant d'être en mesure de répondre " dans le calme " lors de situations où toute personne ordinaire paniquerait ou se pétrifierait. Et le fait est que vous ne saurez jamais si vous perdez ou non vos capacités jusqu'à ce que vous les testiez en situation, et que vous réussissiez, que soit en simulé ou

dans la réalité...

Alors, où est la vérité ?

Elle est des deux côtés. La vérité est que oui, les capacités motrices les plus fines ont une furieuse tendance à disparaître sous l'effet d'un stress extrême, y compris chez les personnes les mieux entraînées. C'est une réaction physiologique à laquelle il est difficile d'échapper. Mais il est vrai aussi que c'est la panique pure et simple qui rendra la grande majorité des tireurs incapables d'utiliser leurs organes de visée à ce moment-là !

Il n'y a qu'un seul remède à cela, l'entraînement, **à condition qu'il soit réalisé dans des conditions de stress élevé**. La pratique habituelle n'améliorera rien à ce niveau. Ce n'est pas pour le plaisir que toutes les unités d'élite à travers le monde ont des entraînements aussi rigoureux, voire presque inhumains (je pense notamment aux Spetsnaz russes). C'est parce que les gens qui les instruisent savent très bien que lors d'un combat réel, on ne devient pas meilleur comme par magie, mais on chute au contraire à son niveau de pratique le plus bas. voire un peu plus haut, si l'on est vraiment dans un bon jour.



Nos frères russes : ça va faire mal le jour où on va se les prendre sur le coin de la figure...

On pourra toujours se consoler en se disant qu'à distance de tir d'une arme de poing, on n'a pas vraiment besoin de capacités motrices très fines ; Il suffira de pointer et de " tirer dans le tas ", ce que la majorité des gens savent faire.

Un entraînement classique à la cible ne vous permettra jamais de mettre à jour ce fait, qui est pourtant tout à fait réel. C'est lorsque vous aurez quelqu'un en face qui fonce sur vous en criant et en gesticulant que vous aurez l'occasion de vous en rendre compte. Il y a des gens qui ne jurent que par le tir de précision, et ne veulent pas en démordre. Une fois placés en situation réelle, vous les verrez revenir le regard vide et les mains tremblantes. Si vous leur demandez s'ils ont vu les organes de visée, et qu'ils sont honnêtes, ils vous répondront très probablement qu'ils ne savaient même pas que leur arme en avait... Et pourtant, ces gars pourraient être de bons tireurs et avoir passé d'innombrables heures au stand de tir.

Vous devriez consacrer la moitié au moins de votre temps d'entraînement à pratiquer en conditions réelles. Cela ne veut pas dire tirer sur de vrais bonhommes au lieu de cibles en carton ! Cela veut dire tirer en état de stress naturel : après une longue marche, sous la pluie, en vous déplaçant, en ayant froid, chaud, en étant fatigué, etc. Ou encore en ayant un camarade instructeur qui gueule à vos oreilles et vous botte le cul pour vous faire activer. Les parcours de tir tactique chronométrés sont aussi d'excellents moyens pour exercer sa résistance au stress, de même que de se mesurer à d'autres tireurs lors de compétitions interclubs de tir tactique. Je vous recommande vivement d'y participer toutes les fois que vous en aurez l'occasion. Enfin, et comme nous l'avons déjà dit, l'airsoft et le paintball constituent aussi d'excellentes opportunités d'entraînement.

Souvenez-vous d'une chose : Si vous vous êtes retrouvé 20 fois face à un gugusse qui pointait une arme dans votre direction, même d'airsoft, et que 20 fois vous avez eu le dessus, alors vous allez être beaucoup plus calme la 21ème fois que quelqu'un pour qui ce serait une première...





MYTHE 4. On s'écroule et le combat s'arrête (ou on meurt) lorsqu'on est touché

Sur les théâtres d'opération, il n'est pas rare de voir des gens atteints par un tir non létal, sans même réaliser qu'ils avaient été touchés, et continuer à se battre comme si de rien n'était. Puis, après s'être aperçu qu'ils s'étaient pris une balle, s'écrouler au sol et commencer à crier comme ils avaient vu le faire à la télé, allant même jusqu'à mourir...

Parce que c'est ce qu'on voit la plupart du temps à la télé et au cinéma, avec en général le bonhomme qui recule de trois mètres à l'impact, voire qui s'envole littéralement. Lorsque vous jouez au paintball et que vous êtes touché, vous levez votre arme et criez : " Je suis touché ", ou " Je suis mort ", et vous arrêtez la partie. Idem en airsoft. Idem avec les cartouches en cire ou les munitions d'entraînement.

Mais ce n'est pas la réalité.

La vérité est qu'il y a 90 % de chance pour que vous surviviez à une blessure par balle... et cela sans protection balistique. Alors si vous êtes touché, ne vous mettez pas à crier comme un putois, continuez le combat, et terminez-le !

Publié par [Pierre Templar](#)